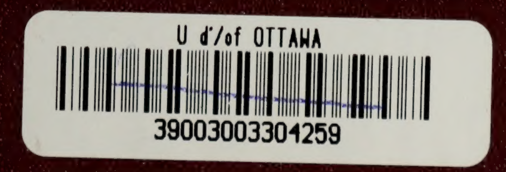
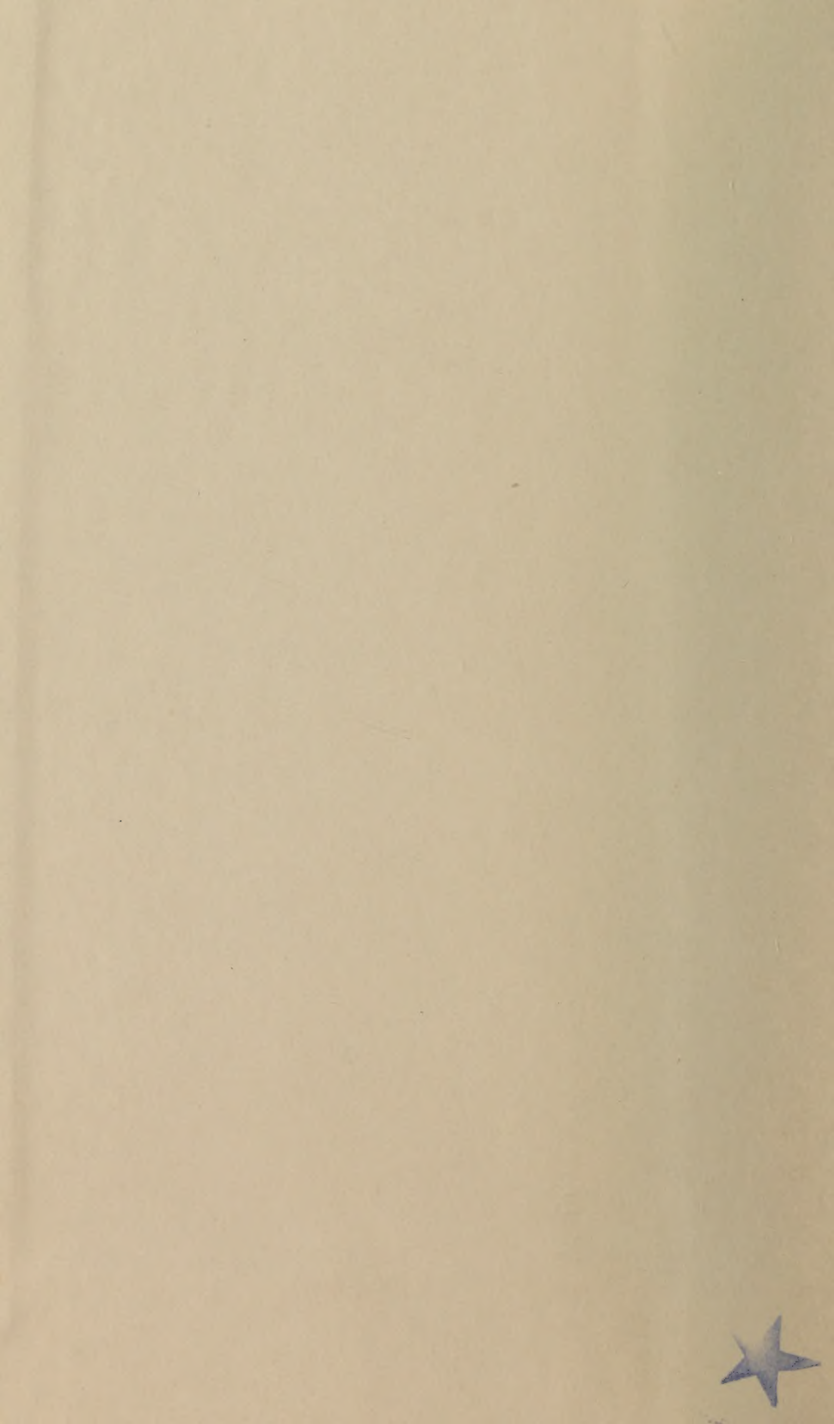




A Monsieur L. P. Geoffrion
Greffier de l'Assemblée Législative
Québec

Avec les compliments
de l'auteur
Georges Bellerive

CONFÉRENCES ET DISCOURS



ORATEURS

CANADIENS-FRANÇAIS

EN ANGLETERRE EN ECOSSE ET EN IRLANDE

CONFÉRENCES ET DISCOURS

RECUEILLIS PAR

GEORGES BELLERIVE

AVOCAT

QUÉBEC,
IMPRIMERIE "LE SOLEIL"
1912

AVANT-PROPOS

Dans deux ouvrages précédents, nous avons publié les discours de nos orateurs en France et aux Etats-Unis.

Notre intention était de démontrer leur action bienfaisante dans ces deux pays et les avantages considérables que la race française au Canada en a retirés par le prestige et la bonne renommée qu'ils lui ont donnés dans notre ancienne mère-patrie et au pays voisin.

Cette œuvre serait incomplète, si à ces recueils nous n'en ajoutions un troisième, contenant les discours prononcés par nos orateurs en Grande-Bretagne dans des circonstances mémorables et en présence des personnages les plus éminents de l'Empire Britannique.

Bien que le nombre de ceux qui ont été reproduits dans les journaux canadiens soit très restreint, il est cependant suffisant pour nous faire comprendre tout le bien que nos orateurs ont encore fait à leur nationalité dans ce pays, en y proclamant hautement sa parfaite loyauté à la Couronne Anglaise et son constant souci de coopérer à toutes les initiatives propres à assurer la stabilité et la grandeur de l'Empire qui protège nos libertés.

Aussi sommes-nous heureux de publier aujourd'hui ce troisième recueil, en témoignage de la

reconnaissance de nos compatriotes envers ces orateurs pour l'œuvre bienfaisante qu'ils ont accompli dans ce pays où il est essentiel d'y conserver et d'y accroître l'influence canadienne-française.

Nous regrettons de n'avoir pu nous procurer le texte, ou même des résumés suffisants des discours :

I—*De Sir Georges Cartier*, au "Canada Club," de Londres, le 9 janvier 1867.

II—*De Sir Wilfrid Laurier* :

1o Au banquet offert aux Premiers-Ministres des Colonies, par le Lord Maire et les membres de la Corporation de Glasgow, le 15 juin 1897.

2° Au banquet offert aux Premiers-Ministres des Colonies, par le Lord Maire et les membres de la Corporation de Manchester, le 16 juin 1897

3° Au banquet offert aux Premiers-Ministres des Colonies, par le Lord Maire et les membres de la Corporation de Birmingham, le 21 juin 1897.

4o Au banquet offert aux Premiers-Ministres des Colonies, au " Mansion House," par le Lord Maire et les membres de la Corporation de Londres, le 1 juillet 1897.

5o Au banquet du " National Liberal Club " de Londres, le 3 juillet 1897, sous la présidence de Lord Carrington.

6o A une réunion tenue le 5 juillet 1897, au Palais législatif de Westminster, chambre No. 12, sous la présidence de Sir Charles Dilke.

7o Au banquet de la "Fishmonger's Worshipful Company", le 7 juillet 1897.

8o Au banquet du "Dominion Day" à l'Hôtel Cecil, le 1 juillet 1902, sous la présidence de Lord Strathcona.

9o Au banquet de la Ligue de l'Empire, le 8 juillet 1902.

10o Au banquet du "National Liberal Club" de Londres, le 14 juillet 1902.

11o A Jersey, le 14 août 1902.

12o Au banquet du "Colonial Institute", à l'Hôtel Métropole, le 23 avril 1907.

13o Au lunch offert aux Premiers-Ministres des Colonies, au Palais Législatif de Westminster, par les membres de la Chambre des Lords et de la Chambre des Communes, le 23 avril 1907.

14o Au dîner de la Chambre de Commerce de Londres, à l'Hôtel Cecil, le 2 mai 1907.

15o Au banquet donné par Lord Strathcona, président de l'Association Internationale de Londres, aux membres du Comité républicain du Commerce et de l'Industrie, de Paris, en son manoir "Knebworth" (Hertfordshire), le 6 mai 1907.

16o Au banquet du "Dominion Day," à l'Hôtel Cecil, le 1 juillet 1907.

17o A la réception qui lui fut faite, à Dublin, le 8 juillet 1907, durant l'exposition nationale irlandaise tenue en cette ville.

18o Au dîner du "Eighty Club", le 21 mai 1911.

19o Au dîner du "Victoria Day", le 24 mai 1911.

20o Au dîner du "Canada Club," le 31 mai 1911.

21o A la cérémonie de la pose d'une tablette commémorative de la signature de l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord, dans la chambre du " Palace Westminster Hotel " à l'usage des délégués des provinces du Canada en 1867, et au dîner qui suivit cette cérémonie, le " 16 juin 1911. "

22o Au banquet du " National Liberal Club " de Londres, le 20 juin 1911.

III—*De L'Honorable Louis Philippe Brodeur*, ministre de la Marine,

1o Au banquet du "Canada Club", donné au Restaurant Prince, Piccadilly, le 30 avril 1907, en réponse à la santé du Canada.

2o A la réunion des représentants des Compagnies d'assurance maritime, "les Lloyds" sur la sécurité de nos voies fluviales, en mai 1907 (Conférence).

3o Au lunch donné en son honneur et en l'honneur de l'honorable M. Fielding, ministre des finances, par le Lord Maire et les membres de la Corporation de Liverpool, le 27 septembre 1907, avant leur départ pour le Canada.

IV.—*De l'Honorable J. I. Tarte*, ministre des Travaux Publics.

Au banquet donné à Londres, en l'honneur du Très Honorable Chamberlain, en 1899.

V.—*De l'Honorable T. C. Casgrain*, ancien procureur général de la province de Québec.

1o Au banquet des délégués au Congrès des Universités de l'Empire Britannique, tenu à Londres,

en juillet 1903, en proposant la santé du premier ministre, Lord Balfour.

2o Au banquet du " Dominion Day, " en 1908, sous la présidence de Lord Strathcona.

VI.—*De Mgr. Bruchési.*

1o A la séance française du Congrès Eucharistique de Londres, tenue le premier jour de ce Congrès, au Caxton Hall.

2o A la séance anglaise de ce Congrès, tenue à l'Horticultural-Hall.

3o A la grande séance de ce Congrès, tenue le 10 septembre 1908, à l'Albert Hall.

VII.—*De Mgr Emard*, évêque de Valleyfield, à la séance française du Congrès Eucharistique de Londres, tenue le deuxième jour de ce Congrès, au Caxton Hall.

VIII.—*De l'Honorable Rodolphe Lemieux*, ministre des Postes.

1o Au diner donné par les membres du "Kentish Men Club", le 23 Novembre 1909, dans le comté de Kent, présidé par M. Hennicker Heaton, en réponse à la santé : " Nos parents d'au delà les mers ".

2o. A une réunion importante, présidée par le Lord maire de Londres, Sir George Truscott, et tenue le 11 déeembre 1908, au Mansion House, dans le but de discuter le service des cables à prix réduits.

3o A une réunion des membres du club Sphinx, de Londres, tenue le 6 octobre 1910.

IX.—*De L'honorable Dr Henri Béland.*

1o. Devant la société des importateurs, sur l'in-

dustrie laitière au Canada, en décembre 1908 (Conférence).

2o Au banquet donné au Guildhall, le 26 juin 1911, en l'honneur des représentants des colonies au couronnement du Roi Georges V, sous la présidence de Lord Selborne.

X.—*De L'honorable Alexandre Taschereau*, ministre de la province de Québec.

Au banquet du "Canada Club," de Londres, le 2 décembre 1908, a l'Hôtel Ritz, en réponse à la santé du Canada.

XI.—*De L'honorable A. Turgeon*, procureur général de la province Saskatchewan.

Au diner offert à Londres, le 14 juin 1911, par le colonel McLean, commendant du contingent canadien, et ses officiers, aux représentants de l'armée et de la marine anglaises.

XII.—*De Sir Percy Girouard*, gouverneur du protectorat britannique en Nigérie.

1o Au banquet donné en son honneur, à Londres, en 1909, et présidé par l'honorable A. Speed, juge en chef de la Nigérie.

2o Au banquet donné en son honneur à Londres, par l'East African Association, en 1909.

XIII.—De l'honorable Charles Devlin, (*) ministre de la Colonisation, sur le Canada, à Dublin, à Lisburg, et dans la plupart des villes d'Irlande, de 1897 à 1903, alors qu'il était Commissaire du Canada en ce pays.

* L'un des meilleurs amis de la race française au Canada au milieu de laquelle il a vécu, et, ponr ainsi dire, l'un des nôtres.

XIV.—*Du Capitaine J. E. Bernier*, de Québec.

1o A une réunion du Canadian Institute, à Londres, le 17 janvier 1901 (Conférence sur la possibilité et les meilleurs moyens d'atteindre le Pôle Nord).

2o A une réunion de la Société royale de Géographie, en janvier 1901, présidée par Sir Clément Markham (Conférence sur le même sujet).

XV.—*De Monsieur P. B. Mignault*, avocat et conseil du Roi.

A une réunion de la "International Law Association", tenue à Londres, le 4 août 1910 (Conférence sur la responsabilité civile).

Ils auraient été cependant d'un grand intérêt.

Ceux que nous publions soit au long soit en résumé, serviront du moins à nous rappeler les solennelles démonstrations auxquelles nos orateurs ont pris part à leur honneur et à l'honneur de leurs compatriotes. En parcourant la liste de nos orateurs en Angleterre, on a sans doute remarqué qu'elle ne remonte qu'à Sir Georges Cartier. Il fut en effet le premier de nos chefs politiques * à recevoir des attentions toutes

* S'il est vrai que Sir Georges Cartier fût le premier de nos *chefs politiques*, à adresser la parole en Angleterre à des réunions publiques, il ne fut cependant pas le premier *canadien français* à jouir de ce privilège. Cet honneur appartient à notre poëte et historien national François-Xavier Garneau.

Pendant son séjour à Londres, d'août 1831 à mai 1833, où il agissait comme secrétaire de l'honorable Denis Benjamin Viger, alors délégué de l'Assemblée législative de Québec ; Garneau eut en effet l'honneur de dire devant les membres de la *Société des Amis de la Pologne* invités à dîner chez le président de cette société, le 7 septembre 1832, jour anniversaire de la prise de Varsovie, une pièce de vers qu'il avait composée pour la circonstance. On peut lire cette pièce à la page XXII du livre de l'honorable P.-J.-O. Chauveau : *François-Xavier Garneau : Sa vie, ses œuvres.*

particulières et à être honoré d'invitations officielles. Il fut non seulement invité à prendre part à des banquets, mais en 1858, il fut même l'hôte de la Reine Victoria, à son Château de Windsor. Quel contraste avec la réception faite auparavant à nos chefs politiques délégués à Londres aux jours sombres de notre histoire ! Depuis cette époque les canadiens-français ne sont plus méconnus en Angleterre, et loin de laisser leurs chefs solliciter pendant des semaines une audience avec les ministres, comme dans le passé, on leur fait aujourd'hui l'accueil le plus sympathique, et on les acclame partout.

On a enfin reconnu la loyauté des Canadiens-Français et leur attachement sincère aux institutions britanniques.

GEORGES BELLERIVE.

DISCOURS DE SIR GEORGES ET. CARTIER

Baronnet, Procureur-général, et délégué du gouvernement canadien à Londres.

Au banquet annuel de la Vénérable Compagnie des "Fishmongers" (Worshipful Company) (*), le 26 août 1865, en réponse à la santé des colonies anglaises et des délégués du Canada, proposée par le doyen (Prince Warden), président du banquet.

M. le Doyen, Milord et Messieurs,

L'honneur que vous avez fait à mon pays et à la députation canadienne en nous invitant, M. Galt et moi, à ce grand banquet, m'inspire un vif sentiment de reconnaissance.

Vous avez été assez bienveillants, ainsi que quelques membres distingués du Parlement, pour boire à la santé des colonies britanniques, avant celles de la Chambre des Lords et de la Chambre des Communes d'Angleterre.

Vous avez rattaché notre visite en ce pays au projet qui est maintenant soumis à la population de

---

* L'une des plus anciennes et des plus importantes corporations de Londres dont les membres se recrutent parmi les plus hautes classes, et qui compte dans ses rangs, princes, ducs, et marquis..

ces importantes colonies, et au peuple anglais, je veux dire le projet de confédération des provinces de l'Amérique du Nord. Nous sentons aujourd'hui que la constitution de 1840, bien qu'elle ait été une source de prospérité pour les Canadas, n'est plus en rapport avec l'augmentation de la prospérité et des besoins de ces deux provinces.

En conséquence, nous cherchons un système qui nous permette de faire de plus grands progrès encore. Nous voulons nouer de plus intimes relations avec les provinces maritimes : la Nouvelle-Ecosse, le Nouveau-Brunswick et l'Ile du Prince-Edouard. Nous leur avons dit avec franchise que nous possédions en Canada deux des éléments nécessaires à l'établissement d'une forte nation, la population et le sol ; mais qu'il nous manquait cet autre élément qui fait la grandeur de l'Angleterre, l'élément maritime. Nous avons dit à nos amis qu'ils étaient trop resserrés dans leur territoire, tandis que nous avions besoin de ports de mer, et qu'en nous unissant, nous pourrions devenir puissants et prospères, avec la protection de la mère-patrie. Notre gouvernement a envoyé une députation en Angleterre pour démontrer au gouvernement impérial l'absolue nécessité de réaliser ce projet de confédération. Nous en désirons l'adoption non-seulement pour accroître notre prospérité et notre force, mais encore pour être mieux en état de participer à la défense de l'empire britannique. Nous concevons très bien qu'en cas d'invasion nous ne pouvons résister à l'ennemi sans le secours des armées

de l'Angleterre ; mais avec l'union de toutes les provinces, nous promettons de prendre part à la défense de notre pays dans toute la mesure de nos forces. Quand donc nous parlons d'une confédération des colonies de l'Amérique du Nord, nous n'entendons pas dire un système pouvant affaiblir les liens qui rattachent ces colonies à la mère-patrie, mais un système propre à développer, au profit de tous, le commerce de l'Amérique britannique.

Notre projet de confédération n'a rien qui fasse craindre les éventualités dont nous avons été témoins aux Etats-Unis. Il n'y aura aucun danger de conflit entre les droits des Etats et les privilèges du gouvernement fédéral. Nous avons l'intention de déclarer au gouvernement impérial que nous sommes prêts à faire notre devoir, même seuls, pour la défense du pays ; mais nous lui représenterons, en même temps, que si la confédération se réalisait, nous serions dans une meilleure situation pour aider la Grande-Bretagne, dans le cas, j'espère qu'il n'arrivera jamais, d'une guerre entre l'Angleterre et les Etats.Unis.

Je saisis cette occasion de faire remarquer qu'en nous engageant à fournir notre part pour la défense, nous nous chargerons d'une dépense considérable ; mais j'ajoute que vous ne devez pas craindre le résultat qu'on vous prédit, une augmentation des droits sur les marchandises anglaises importées en Canada. Comme ces prédictions peuvent produire des impressions fâcheuses, je déclare ici qu'elles sont sans aucun fondement. On a dit dans les deux

Chambres du Parlement, dans certains journaux de ce pays, que puisque le Canada était si exposé, il vaudrait mieux, pour la sûreté de l'Angleterre, le laisser libre de se rendre indépendant ou de s'annexer aux Etats-Unis. Nous savons en Canada que nous ne pouvons pas être cause d'une guerre. La guerre ne pourra jamais provenir que de la volonté des autorités impériales. Nous savons aussi que notre pays est vulnérable ; mais nous souffririons cependant, s'il le fallait, qu'il serve de champ de bataille pour venger l'honneur de l'Angleterre. Nous ne désirons nullement devenir indépendants, et encore moins être annexés aux Etats-Unis. Nous repoussons cette idée avec horreur. Par un passage du discours de Sa Majesté, à l'ouverture de la présente session du Parlement, nous avons appris que le gouvernement impérial approuve notre projet de confédération, ainsi que le peuple anglais. Des débats subséquents ont démontré qu'il avait aussi l'approbation des deux Chambres du Parlement. Si la théorie qu'une colonie doit être abandonnée à elle-même parce qu'elle est une source de dépense pour la mère-patrie venait à prévaloir, il faudrait abandonner toutes les colonies, pour être conséquent.

L'empire britannique serait alors réduit à l'Angleterre, à l'Ecosse et à l'Irlande. Mais je présume que personne aujourd'hui ne voudrait descendre à de pareilles conséquences.

DISCOURS DE SIR GEORGES-ET. CARTIER

Baronnet, Procureur-général, et délégué du gouvernement canadien à Londres.

Au banquet offert à Lord Monk, gouverneur-général du Canada, le 30 janvier 1867, par la ville de Portsmouth, en réponse à la santé des " Colonies de l'Amérique britannique ", proposée par Lord Bury.

M. le Président, Messieurs,

En 1858, un certain nombre de sujets coloniaux ont demandé au gouvernement impérial, d'établir une union plus complète entre les différentes provinces de l'Amérique britannique du Nord. Les chefs des deux partis politiques en Angleterre avaient dit déjà que, si les colonies pouvaient s'entendre sur un projet de Confédération, le gouvernement impérial ne se refuserait pas à l'appuyer. Eh bien, cet accord a eu lieu, un projet de Confédération a été adopté et la presse et le public d'Angleterre ont eu occasion d'en étudier les détails. C'est pourquoi nous espérons que les Chambres voudront le prendre en considération dès les premiers jours de la réunion du Parlement. Si le Parlement le rejetait, il assumerait une bien grande responsabilité.

Ceux qui lisent les journaux américains ont dû s'apercevoir que notre projet d'union ne leur plaît

point. Et pourquoi? C'est qu'aux Etats-Unis on comprend que nous allons assurer pour toujours chez nous la stabilité de la domination britannique. J'espère que le Parlement anglais se désistera de tout esprit de parti, quand le projet viendra en discussion.

On se rappelle que lorsque les provinces qui devaient constituer les Etats-Unis s'insurgèrent, les Canadiens-Français ne voulurent pas écouter la voix de Washington qui les invitait à embrasser la cause de la révolution ; dans cette conjoncture, l'Angleterre leur dût véritablement la conservation du Canada. Leur nombre s'est accru depuis et leur loyauté n'a pas diminué. Aujourd'hui le Bas-Canada comme les autres provinces, demande une constitution sage qui, en centralisant, concentrant le pouvoir, donne plus de développement à ses ressources sous des gouverneurs éclairés comme lord Monk. Et certes, on ne peut nier que l'Angleterre n'en retire une plus grande somme d'influence (*Applaudissements*).

A ce banquet on comptait 300 convives d'élite. Il y avait l'amiral en chef, Sir T. S. Pasley ; le vice-amiral, Sir Rodney Mundey : le colonel Fane ; le colonel Jarvis, auteur d'un rapport sur nos fortifications, etc. etc.

DISCOURS DE SIR GEORGES-ET. CARTIER

Baronnet, Procureur-général et délégué du gouvernement du Canada

Au dîner donné en l'honneur des délégués canadiens, au St. James Hall, le 28 janvier 1869, par les directeurs et actionnaires du "Great Western Railway of Canada", en réponse au toast proposé en son honneur.

M. le Président, Messieurs.

Je dois tout d'abord remercier les hôtes distingués qui m'ont invité ce soir à dîner avec eux. En second lieu, je puis leur donner l'assurance que la population canadienne est profondément loyale et qu'elle ne désire aucunement se jeter dans le gouffre républicain qui l'avoisine. Elle désire rester fidèle au vieux drapeau monarchique de la Grande-Bretagne, ce drapeau qui flotte sur toutes les mers, ce drapeau que la tyrannie n'a jamais pu abattre, ce drapeau qui symbolise la vraie liberté.

Oui, les Canadiens ne soupirent pas après ce qu'un certain nombre appellent l'indépendance politique, car ils sont convaincus que, s'ils veulent grandir réellement, ils n'ont qu'à continuer leur union étroite avec la mère-patrie, afin de partager sa puissance, son prestige et sa gloire.

2

Les Canadiens veulent être une puissance sur le continent américain. Pour faire sentir leur influence sur l'Atlantique à l'est et sur le Pacifique à l'ouest ; pour réaliser leurs espérances, leur ambition, ils sont convaincus qu'il leur faut avoir l'appui et l'influence de la Grande-Bretagne.

Je mets donc sur leurs gardes les crédules qui pourraient être disposés à attacher quelque importance aux arguments de M. Goldwin Smith et de ceux qui forment avec lui l'école anti-coloniale.

Parmi les convives à ce banquet se trouvaient Lord Grenville, ministre des Colonies ; Lord Bury ; le très honorable Wm Monsell, M. P. ; Sir Edward Watkin, président de la compagnie du Grand-Tronc, etc., etc.

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada

At the banquet on the 12th June 1897, in honor of the Colonial Premiers, at Liverpool, in the Philharmonic Hall, by the Chamber of Commeree, in response to the toast of "Commerce and the Empire" proposed by the Lord Mayor of Liverpool.

My Lords,

Ladies and Gentlemen,

The Lord Mayor of Liverpool has connected my name with this toast in terms of such generous kindness that I am somewhat at a loss to properly acknowledge it, and you have received the name of Canada, my native land, in a manner which I never shall forget. Canada is a noble land. (Hear, hear.) Whatever may be thought of it, whatever our fellow-citizens in other colonies may think, we Canadians believe that it is almost unsurpassed under the sun. Canadian people, my fellow-countrymen of all origins, have at this moment and for many years past solved the problem of religious tolerance and civil and politica lliberty in a manner which is not unworthy of imitation in any part of

the empire. Canada, as our friend the Lord Mayor has told you, was formerly a colony of France. Canadians of English origin and Canadians of French origin have learned to appreciate, to respect and to love one another. (Cheers.)

VICTORIAN ERA AND THE COLONIES

I am here, to-day, by the fate of political warfare, by the will of the Canadian people, in the position of having to exercise the chief position of responsibility. In that capacity I have been instructed by the Canadian people to represent them at the Jubilee celebrations and to convey to Her Majesty the Queen an expression of their respect, of their loyalty, and of their devotion (Cheers). You, Sir, have spoken of the glory of Her Majesty's reign in a manner which leaves nothing to be added. The Victorian era will long remain prominent in history; it will live long in the minds of men for the wonderful achievements which it has seen in many different ways—the expansion of literature, the development of arts and sciences and their application to the use of mankind and its comforts, the advance of civilization, and, above all things, for the personality, of the Sovereign herself, who, it is no sycophantic flattery to say, is loved by all her subjects, of high or low degree (Cheers).

But I venture to say that of all things which have characterized the long reign of Her Majesty and brought the British Empire up to the wonder-

ful position of grandeur and stability which it to-day exhibits to the gaze of an astonished world, perhaps the most remarkable event is the evolution, for evolution it is, which has transformed the relation previously existing between England and her colonies. Sixty years ago when Her Majesty ascended the throne the Australian continent, which to-day occupies in the political and commercial life of the Empire such an important part, was practically a terra incognita. The name was known; little was known beyond the name. Sixty years ago South Africa, which is to-day the centre of so many hopes and perhaps also a few anxious thoughts, was scarcely anything more than a mere geographical expression.

Its great resources in agriculture were perhaps more or less dimly conjectured; its greater resources in mineral wealth were certainly unexpected. Sixty years ago the condition of things in Canada was as bad as bad could be. In the five provinces, which then constituted British America, there was general discontent and agitation in favor of constitutional reform; and in two of these provinces the discontent actually culminated in armed rebellion. The provinces of that time were heavily garrisoned, and the flower of the British Army, veterans who had fought in the Peninsula and at Waterloo, had to be called out to put down a people who were aiming at what they conceived to be their legitimate rights. To-day, in this Jubilee year, in these provinces which sixty

years ago were disrupted by civil war, there is not even the shadow of agitation (Cheers). The authority of the Queen rests upon no military force, but the authority of the Queen rests, in the country which to-day is united and which extends from the Pacific Ocean to the Atlantic Ocean, upon the willing and cheerful allegiance of five millions of men, who, though still called colonists, proclaim themselves a nation (Cheers).

THE INTERCOLONIAL CONFERENCE

The words—a colony, a nation—never before in the history of the world were these two words assosiated together; never before were they applied to the same community, implying as they do at once the independence and the power of a sovereign poeple. Some three years ago there was held in the city of Ottawa an Intercolonial Conference. These words, gentlemen, when uttered by me convey no particular meaning; they open up no large horizon to those whose privilege it was to witness the first opening session of that conference, which 60 years ago would havebeen deemed fantastic and chimerical (Hear). When those whose privilege it was to be present on that occasion saw with their eyes representatives from all those self-governing colonies which now encircle the globe, men from all climes and from all latitudes, men from countries whose territories extend from zones where tropical plants blossom far north into the land of the Midnight Sun, men

from distant parts into which European daring would hardly venture— when they saw represented the Dominion of Canada, the colony of Victoria, the colony of South Australia, the colony of New South Wales, the colony of Tasmania, the colony of New Zealand, the colony of the Cape of Good Hope, and when they realized that all these men came from lands so far distant and so far apart, so different in productions and climate, all acknowledging the same allegiance to the same Sovereign, and when they realized that these men were there assembled to devise ways and means to extend trade between themselves and the mother country, to promote a bond of union between themselves and the mother country as well, and when they saw that the mother country was there also represented by a special envoy, not to dictate, not to command, but to help and to advise, there was a thrill of satisfaction (Cheers).

Every man of British origin — nay, every man whose privilege it had been to live under British institutions— felt his bosom swell with pride at the grandeur, the novelty, and the unique character of the spectacle before him. Every man present realized that under his very eyes was opened a new leaf in the chapter of history, and never was illustrated as it was then illustrated the truth of John Bright's famous words— " England, the mother of living nations" (Cheers). If you ask me what was the most dominant sentiment in every breast, the

thought in every mind, I would say it was not expressed perhaps at the time so much as in the resolutions afterwards introduced by the Canadian Government to extend trade between Canada and the Mother Country (Cheers).

THE AUTONOMY OF THE COLONIES

Every colony then represented might feel pride in Rudyard Kipling's words—" Daughter am I in my mother's house, but mistress in my own" (Cheers). These words express absolutely the feeling which predominates in Canada, and perhaps for this matter I can speak also for my brother colonists, the feeling which to-day is dominant in every colony is the pride of local autonomy; the pride of legislative independence connected with the pride of British connection and imperial unity. It is a strange thing, however, and history attests it, that the relations between colonies and the Imperial Powers have invariably been terminated in the same manner—that is, in quarrel, in war, in bloodshed, in violence, and separation. It is a most unfortunate state of things; it is a very sad state of things. Such, however, the historical records showed to be the case with the old Hellenic colonies along the coast of the Mediteranean ; such is the record, as you well know, which in the last century terminated the relations of England and her American possessions.

And the cause was ever the same; the cause was

ever that the parent State ignored—persistently ignored— the local pride, the local interest, the local aspirations which had in different conditions in climate, in productions, in geographical position, been brought forward ; the cause ever was that the parent State invariably persisted in governing the colonies, not with the wish, not with the intention of the people of the colony, but with the interest, the intention of the parent State. Now, sir, let me say this—and I say it with pride and satisfaction—what ever may have been the blunders of the past, the past has been closed for ever and a new era had dawned upon the eyes of Britain early in the years of Her Majesty's reign (Cheers).

THE CANADIAN REBELLION

Gentlemen, I told you a moment ago that in the first year of Her Majesty's reign there was a rebellion in Canada. The rebellion broke forth on the banks of the St-Lawrence among the old French settlers—and when the news came to England—you English people may have forgotten it, but we cannot help but remember it—the news was received in England with no very great surprise. It was supposed that the cause was to be found in the not unnaturally sullen condition of a people who had been made British subjects against their will. It is only partially true. It was true that when my fellow-countrymen became subjects of England their condition was respected, their civil rights were respected.

But there was more. The rebellion broke out in another part of the country, in a part of the country whose loyalty was above suspicion, whose people had made intense sacrifices for their loyalty.

Upper Canada had been settled, from these isles there had been |a wave of immigration in which were to be found thousands of those men who on countless battlefields had again and again offered to England the fullest measure of devotion. If revolution was breaking up the countrv the conclusion could not be avoided that the cause was deeper than the feud of race. It was with great pleasure that I heard the Duke of Devonshire this afternoon refer to the great statesmen of the time who thought that such an emergency required something other than coercion, and who sent out Lord Durham to investigate what were the causes. Lord Durham investigated the causes — causes which had been ever the same. The same causes which had lost to England her possessions in America in the last century were fast again losing to England the very spot which had remained true to her in her hour of trial- Though agreeing to a great extent with his remarks, I take exception to some statements made by a previous speaker. I think he was hardly fair to the men of my own race; but I have told you that the past is closed (Hear, hear). I am not here to recriminate. Whatever may have been the errors of the past, again I say, a new era has dawned upon us. Lord Durham, when he found

the nature of the evil, did not hesitate one moment as to the remedy to be applied. He boldly stated to the imperial authorities that if they wanted to keep the colony they had to give it a responsible government—that was to say, a Government responsible to the people of the colony. This was a reform, I am proud to say, as a colonial, which had long been advocated by a school of colonial statesmen; but formerly these theories had been held to be dangerous, and it had been supposed that if such a concession were made it would invite other concessions until finally there would be an absolute severance of the colonial tie.

CANADIAN SELF-GOVERNMENT

No wonder that the report of Lord Durham was received with many misgivings, and it must be admitted that it was, to say the least of it, a bold conception to entrust with self-government a people which was just emerging from the throes of civil war. But the concession was granted. It was granted with restrictions, however, which might have made it illusory, but it was a fortunate day for Canada, for England, and for the Empire that the Governorship of Canada was placed in the hands of Lord Elgin—a man whose services in all parts of the world to England are duly appreciated—a man whose name is enshrined, and will be for ever, in the hearts of Canadians (Cheers). All honor to Lord Elgin, for he it was who, with unflinching

courage in the face of taunts, insults, and even personal violence from excited people, gave to the Canada her legislative independence. It was he who broke the shackles of the colony ; he it was also who for the first time, applied the principle of responsible government which has since been prolific of such marvellous results. It may be doubted if Lord Elgin and those associated with him realized to the fullest extent the magnitude of the results which would follow from the adoption of this policy when the people of Canada, no longer feeling the weight of Imperial authority, were free to govern themselves according to their own view of what was right, proper, and expedient, when all trace of discontent would disappear, and the relations between the motherland and the colonies would become normal—that it to say, confidence on the one side, respect and devotion on the other. (Cheers).

How keen his foresight was, how true and wise his policy was, for to-day, all phases of discontent have disappeared from Canada ; the rebels of former years are to-day dutiful subjects (cheers) ; allegiance is accepted and cherished, not only by those subjects of England, who are of her own kith and kin, but by those subjects the sons of France, of which I am one, whom the fate of war made Bristish subjects. They are ardently devoted to the freedom which they now enjoy (Cheers). A revolution has been accomplished. Compare the old methods with the new methods of to-day. Under the old the people had

made efforts to break away from the land which gave them birth; while to-day the people of Canada, the people of French as well as English descent proclaim their ardent loyalty. Yet that is not all. The principle applied to Canada may be applied to all the colonies. To-day the loyalty of the colonies to the Mother Country rests not upon force, but upon the gratitude and affection of the people, which sometimes is greater than force. All discontent disappeared in Canada the moment the people were made legislatively free.

COLONIES AND MOTHERLAND.

As thoughts of separation disappear, thoughts of union, a closer union, take their place. To-day the sentiment exists in Canada in favor of a closer union with the motherland. The sentiment exists in Canada—nay it exists across the ocean from continent to continent and to-day it encircles the earth. What is to be its future? It is a subject upon which I would hardly venture an opinion. Men there are in the colonies who recognizing this sentiment in favor of a closer union, have endeavored to crystallize it into shape, to bring it, to reduce it, or rather to promote it into actual form. Men have banded together to devise schemes of union, but all their efforts in that direction have so far had a barren result. We had it to-day from His Grace the Duke of Devonshire that the Imperial Federation League—the oldest

and best known of these organizations—actually dissolved, avowing that all schemes of federation had been found impracticable. Gentlemen, what is the cause of this ? To me the cause is very obvious—to me the cause is quite recognizable. It is not in the genius of the British race, it is not in the traditions of English history to write constitutions and to devise theories, but it is in the genius of English history, and it is in the genius of the British race to proceed slowly, never to disturb the existing condition of things until it has become heavy, burdensome, and inadequate, amounting to a grievance, and it is to proceed only so far as may be necessary to meet existing exigencies.

To-day there is a colonial aspiration for a closer union, for a broader citizenship, but there is no grievance. We are satisfied with our lot, and the British people have shown again and again that they are averse to disturb the ancient Constitution of these realms. What will therefore be the future. I may ask ? What will be the future of these colonies—what will be the future of the British Empire ? The time may come—the time is coming probably when the present citizenship of the colonies, satisfied as they are with it at present, satisfactory at it is to them now, may become inadequate. The time may come when from the mere aggregation of numbers, and an increase of population, the sentiments and aspiration in favor of a closer union will have to be met and acknowledged and satisfied (Cheers).

What then will take place again? Gentlemen, I hardly venture to give my own opinion, but perhaps I may be pardoned for saying that in my estimation, in my own vievs, and views largely held in the colony from which I come, the solution may be found without coming into violent contact with the Constitntion of these realms, without disturbing the existing state of things, or the old British principle of representation.

MACAULAY'S NEW ZEALAND TRAVELLER

A thing which has long been familiar wherever the English language is spoken, or wherever English literature is appreciated, is the picture drawn of the traveller from New Zealand taking his seat upon a broken arch of London bridge or in the ruins of St. Paul's. When Macaulay drew that melancholy picture he was evidently thinking of the past; he was thinking of the empires of the Egyptians, of the Assyrians, of the Persians, of the Greeks, of the Romans, which in turn crumbled into dust. But so far as our experience is concerned, those melancholy forebodings have not been realized; nay, they have been falsified. The traveller from New Zealand we have here to-day (Cheers). He is here to-day among us, not to gaze upon a spectacle of ruin and desolation, but to be a witness himself in his own person of the development of British power to an extent of which the imaginative Macaulay could never have dreamt (Cheers). And the time may come when a

New Zealander may stand at the gate of Westminster Palace asking for New Zealand admission into that historic hall, which having been the cradle of liberty —(Loud cheers, in which the remainder of the sentence was inaudible.)

THE CANADIAN TARIFF

This may be in the more or less distant future; but there is something which commands our immediate attention. Political union may be more or less distant, but there is a duty depending upon all parts of the British Empire, and that is in favor of more extended commercial relations (Hear, hear). I claim for the present Government of Canada that they have passed a resolution by which the products of Great Britain are admitted on the rate of their tariff at 12½ per cent, and next year at 25 per cent reduction. This we have done without asking any compensation. There is a class of our fellow-citizens who ask that all such concessions should be made for a quid pro quo. The Canadian Government has ignored all such sentiments. We have done it because we owe a debt of gratitude to Great Britain (Cheers). We have done it because it is no intention of ours to disturb in any way the system of free trade which has done so much for England. But we are told that this policy, which has been adopted by the Canadian Government, cannot last because it is coming into conflict with existing treaties. Let me tell you this—the Canadian people are willing to

give this preference to Great Britain ; they are not willing to extend it to other countries at the present time (Cheers). We claim that treaties which are opposed to us cannot stand in the way of our policy ; we claim that they do not apply, and that position we intend to discuss with the Imperial authorities.

But it may be that after all we may fail in our contention ; it may be that after all it may be held against us, as it has been in the past. If the treaties apply, I have only this to say—that the position will have to be reconsidered in toto. If the treaties apply a new problem, will have to be solved, and this problem, what will it be ? The problem will be that either Canada will have to retreat or England will have to advance (Hear, hear) It is not without some curious complications. Thirty or forty years ago, when Canada was given its present constitution, when we were given the power to have self-government, we used it, and some parties in this country thought we abused it. We taxed British goods, and some people then said : what is the good of these colonies to us if they tax our goods ? Now, gentlemen, I know something of John Bull. Max O'Rell says he holds well to what he holds ; but, whether we love him or do not love him, we all acknowledge that he is full of pluck, energy and enterprise. When be found that his goods were being taxed by his child Canada, John Bull discovered that the boy had a good deal of his own quality and that the youngster was a chip off the

old block (Laughter). At present we are reducing the taxation on John Bull's goods. Shall we be told by the people of Great Britain that our policy is unacceptable to them ("No, no")? The matter is in your hands. I will pursue the subjet no further.

THE CANADIANS OF FRENCH DESCENT

What are the feelings of Canada? There is a mixed population in Canada. The people of Canada are not all of British blood; one-third of them are of French descent. What are the sentiments of the people of French descent? What are their aspirations? Gentlemen, the answer is an easy one. My ancestors fought the soldiers of England upon many and many a battle-field to keep and to preserve to the King of France the colony of Canada. They repulsed invasion after invasion, and of all the quarters where French valour and British pluck and endurance met in conflict there is perhaps no part of the world where the characteristics of the two people shone with such eclat as in the forests of America. But the day came when the fortune of war declared against my ancestors. They became by the fate of war, followed by solemn treaty, British subjects, and the day when they became British subjects they claimed from the Imperial authority the right of British subjects to exercise their own religion, to speak their own language, and to maintain their own institutions.

Their religion was always respected, I am glad to say; but their political rights were long denied, though when the concession was made, it was made gracefully and with the greatest amplitude. Let me tell you this: My fellow-countrymen, having obtained the rights of British subjects, it is with them a matter of duty, a point of honor, a labor of love, to accept and maintain to the fullest extent the obligations and responsibilities of British subjects (Cheers). They are proud of their origin; they are descended from a proud race; but, if they have a pride of origin, few men of English blood will refuse them that privilege. If they have a pride of origin, they have in their hearts another pride—the pride of gratitude; and let me tell you there is no class of Her Majesty's subjects in this broad Empire from whom will ascend to heaven on Jubilee Day more fervent prayers than from Her Majesty's French subjects that the Queen may live and live long (Loud cheers).

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada

At the banquet given on the 14th June, 1897, in honor of the Colonial Premiers, at Edinburgh, in the Waterloo Hotel, by the Corporation of Edinburgh, in response to the toast "Our Colonies" proposed by Lord Balfour, Secretary for Scotland. President : the Lord Mayor of Edinburgh

MY LORDS,

LADIES AND GENTLEMEN,

If upon an occasion of this kind it be not out of place, and it be not transgressing the bounds of propriety, to speak of oneself, I would say that the visit to Scotland was one of the anticipated pleasures of my trip to Great Britain in connection with the Jubilee celebrations. I have the honor to come from the great Dominion of Canada ; and let me tell you, ladies and gentlemen, that not only to one who has studied history, but to one who, like myself, was born and brought up in Canada, the name of Scotland is precious indeed. (Cheers.) Dear, indeed, is Scotland all over the world, but dear is it to all men who appreciate religious and civil and political liberty, because it is to pay to Scotland only the

tribute due to her to say that she has been in the van of the cause of religious. civil and political liberty. Might I be permitted to go a little further in history and to come to times when religious and civil liberty were unknown, and to come to the old days on which I dwell with great pleasure - being as I am, of French descent—to the times when Scotland was the trusted ally and friend of the land of my fathers. Scotland to-day has united with England, but the day was when Scotchmen fought English troops in favor of Scottish nationality, and in these days if I have read history correctly, they got all the help they could from the King of France. To-day, visiting Holyrood—associated as it is with the memory of one of the loveliest women that the world ever saw, a women who, after three hundred years, excites the admiration of men, I could not but be reminded of the day when Mary Stuart, leaving the shores of France with tears in her eyes, exclaimed "Adieu, adieu, pays charmant de France." But the day came when England and Scotland, which had been fighting each other, were united. I say were united, I heard to-day in the city of Edinburgh a different interpretation ot the history of that transaction—I heard that my reading of history, that the throne of Scotland had been united to England, was not a correct one, but that the correct interpretation of history was that England was annexed to Scotland. (Laughter and cheers.)

But the times move, and after the annexation, if

I may say so, of England to Scotland—if I may be permitted to again correct history—I would say that England and Scotland were annexed to Canada, and with that annexation the Highlanders had a great deal to do. In the last struggles which made Canada British, the courage of the Highlanders shone as it never shone perhaps on any other battlefield. In the struggle my ancestors were the victims; but let me tell you, ladies and gentlemen, that we soon took our revenge on the Scottish Highlanders. After the siege of Quebec the Scottish regiment of Highlanders was disbanded, and they were allotted land upon the banks of the St. Lawrence, at a place called Murray Bay. Then came our revenge. They succumbed to the charms of our French Canadian women. (Laughter.) They were a new settlement and they had to take wives, and they married French Canadian girls. If they are any Scottish ladies in this Hall who find fault with that, let me tell them—and I do not commit any breach of that gallantry upon which the race to which I belong prides itself—that they might have done worse than they did on that occasion. But if that be not sufficient let me give another reason, which I think will be satisfactory to all, and that is that they had to marry French girls or not marry at all. With such a problem I know what a Scotsman would do. So they married French girls, and in the course of time little Scotsmen come into the world. Scottish were they, or French? The only thing I know is that the

supremacy of woman assented itself, and the little Scotsmen were taught by their French mothers the language which was dear to Mary, Queen of Scots. They all talked French, then.

They all talk French now, and if we were to go to Murray Bay, ladies and gentlemen—and I hope some of you may go there some time or other—you would find McKenzies, Macneils and Macbrides, and you would find little Mackenzies, Macneils and Macbrides, not speaking English, but every one speaking French and none of them a word of Gaelic (Laughter and cheers). That is how the population of Canada is composed—composed of a great mass, not only of British Islanders, but with a large admixture of French blood. If I may be permitted to allude to myself, let me say that when I was ten years of age my dear father—and for this let his memory be ever blessed — sent me to an English school in a Scottish settlement in the Province of Quebec, by the name of New Glasgow, in the county of Terrebonne, surrounded by a French population. In that school I could not speak a word of English, and none of the boys could speak a word of French, we understood each other however—we could fight, and fight we did, and having fought, w became the very best of friends, and I am glad and proud to say that among these school-fellows of mine I have made in after life some of my best personal and political friends. This is the toast of the colonies, and in the programme I see the word "federation". Fe-

deration is in the air. The relations of the colonies to-day to the motherland are satisfactory, and we must admit that they are so for the time being ; but they are not permanent, they are only temporary. The time will come when the present relations of the colonies to the mother-land, satisfactory though they are to-day, will not be satisfactory, and when that time comes, my fellow-country-men, that relation must become one of two things—either they must break altogether or they must become closer. (Cheers)

Shall it be the breaking off of the present relations, or shall it be a closer union than that union which now exists ? Gentlemen, the answer has to come from England and Scotland and Ireland. The answer is not in the mouth of the colonies, because the colonies are ready to stand by the mother-land so long as the motherland acts to the colonies as she is doing at the present time. (Cheers).

There was a time when you of Scottish origin fought for your nationality. There was a time when those of a like origin with myself in Canada, even after the Fall of Quebec, fought against the Queen and the British Crown, so long as they believed that injustice was being done to them ; but from the day that their civil and political liberty was acknowledged they became loyal in their hearts and loyal in their actions. (Loud cheers.) I have the honor to belong to a proud race, and gratitude is a virtue of which I shall always be proud. If there be a thing for which I pride myself to-day it is that we are all equals in Canada. We certainly

do not go back upon the past. No one of us, whether of English, Scottish, or Irish, or French origin, wishes to ignore the past or wants to forget it; but if we look into the past it is simply to derive inspiration for the future—to be inspired by the past to do better for the future. We have been divided in the past. The world has seen many and many a struggle; but at the present time, in this Jubilee year, we can say we are at the dawn of a brighter day. (Cheers.) These are the opinions which we entertain in Canada. The Government of which I have the honor to be the head has endeavored to give some practical shape to those opinions. We have endeavored by our legislation this very session which is now going on to give the commerce of Great Britain a preference, because it is Great Britain, and for no other cause. (Cheers.) These are the sentiments with which I approach you to-day. These are the sentiments which I shall take away to my own country. We knew much before we came here of the hospitality of Scotsmen. I shall take away with me the memory of to-day, I shall take with me the perfume of the heather, and give it to the Scotsmen of Canada. (Loud cheers.)

———

Among the guests present as this banquet, were: The marquis of Lothian, Viscount Dalrymple, the Earl of Rosslyn, the majority of the Scotch Law-Lords, and many civic dignitaries.

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada

At the banquet given, on the 18th june 1897, in honor of the Colonial Premiers, at London, by the Imperial Institute, in response to the toast "The Colonial Premiers" proposed by the Prince of Wales, president of the banquet.

YOUR ROYAL HIGHNESS,

MY LORDS AND GENTLEMEN,

The toast which your Royal Highness has just proposed in such graceful terms is one which is important at all times, and opens a subject which at the present time, perhaps more than any other, engrosses and absorbs the minds of all thinking men. (Hear, hear.) During the few days in which my colleagues and myself have had the privilege of being in England we have had hourly evidences that the colonies at the present moment occupy no small part in the affections of the people of England. (Cheers.) Sir, the colonies were born to become nations. In my own country, and perhaps also in England, it has been observed that Canada has a population which in some instances

exceeds, in many others rivals, the populations of independent nations, and it has been said that perhaps the time might come when Canada might become a nation of itself. My answer is this simply, Canada is a nation. (Cheers.) Canada is free, and freedom is its nationality. Athough Canada acknowledges the suzerainty of a sovereign power I am here to say that independence can give us no more rights than we have at the present day. (Hear, hear.)

Lord Lansdowne has spoken of a day when perhaps our Empire might be in danger. England has proved at all times that she can fight her own battles, but if a day were ever to come when England was in danger, let the bugle sound, let the fires be lighted on the hills, and in all parts of the colonies, though we might not be able to do much, whatever we can do shall be done by the colonies to help her. (Cheers.) From all parts of this country since I have been here, both in conversation and in letters, I have been asked if the sentiments of the French population of Canada were characterized by absolute loyalty towards the British Empire. I have been reminded that feuds of race are long, and die hard, and that the feuds of France, the land of my ancestors, with England have lasted during many generations. Let me say at once that though it be true that the wars of France and England have their place in history it was the privilege of the men of our generation to see the banners of France and England entwined together victoriously on the

banks of the Alma, on the heights of Inkerman, and on the walls of Sebastopoll. (Cheers). It is true that during the last century and the century before, a long war, a long duel I might call it, was waged between England and France for the possession of North America, and in the last battle that took place on the Plains of Abraham both the generals, the one who won and the one who failed, fell.

If you go to the city of Quebec you will see a monument erected in commemoration of the battle. What is the character of that monument? Monuments to record victories are not scarce in England or in France; but such a monument as this which is in Quebec I do not think you will find in any other part of the world, for it is a monument not only to him who won, but also to him who failed. (Cheers.) It is a monument dedicated to the memory of Wolfe and Montcalm, and the dedication, which is one of the noblest and best of the kind, not only for the sentiments which it records, but also as a literary expression, is as follows: "Mortem virtus communem, famam historia, monumentum posteritas dedit." Here is a monument to the two races, equal in fame, courage, and glory, and that equality exists at the present time in Canada. In this you have the sentiments of my countrymen—we are equal to-day with those who won on the battlefield on the plains of Abraham. It is by such acts that England has won the hearts of my fellow-countrymen; it is by such acts that she can ever

claim our loyalty. Your Royal Highness, let me now thank you from the bottom of my heart for the kind words you have just spoken. Your Royal Highness, you have been kind enough to remind us that at one time in its earlier day you visited Canada; many changes have taken place since that time, but let me assure Your Royal Highness there has been no change in the loyalty of the people of Canada. (Cheers.)

The principal guests at this banquet were: The Prince of Wales; the Marquis of Salisbury, the Prime Minister of Great Britain; Lord Roseberry, ex-Prime Minister; the Right Honorable Chamberlain; the Earl of Kimberly; the Marquis of Dufferin; Lord Ripon; Lord Lansdowne; the Marquis of Lorne; Baron Rotschild; Lord Lyon Playfair; Sir Donald Smith; The Archbishop of Canterbury, Mr. Whitelaw Reid, special envoy of the United-States, etc.

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada

At the "Dominion Day" dinner, on the 29th June, 1897, in London. at the Hotel Cecil in response to the toast "The Dominion of Canada", proposed by Sir Donald Smith, president of the dinner

SIR DONALD SMITH,

MY LORDS AND GENTLEMEN.

It has been the privilege and the pleasure of many of those who are assembled at this board to-night to commemorate the birthday of our young nation in another land than this. Perhaps, however, the celebration of it to-day derives additional charm and pleasure from the fact that it takes place upon the soil of the old mother land. (Cheers). Yet, if I may be permitted to speak my own feelings, I would say without any hesitation that never, perhaps, was my own native land, Canada, dearer to me than it is at this moment. (Cheers). I might, perhaps, be permitted to repeat the words once made use of by Daniel O'Connell on the occasion of a banquet given to him in the City of Edinburgh. When speaking of the relations of the three countries, he said:—"Yes, I love En-

gland, I love Scotland, but—why should I not say it?—the first place in my heart is Ireland." I may say, in the same way, I love England, I love Scotland, I love Ireland, but I may be permitted to say to you that the first place in my heart is Canada, my native land. (Loud cheers). We Canadians love Canada, our native land, or our land of adoption, and we are proud of her. We love her not only because it is the land of our home—there would be no merit in that; even the Eskimo loves his icebound hut—we love her for her majestic rivers, we love her for her lakes, equal to seas, we love her for her boundless prairies, for her virgin forests, for her lofty mountains, for her fertile plains; we love her for her beautiful climate—warm in summer, cold in winter, but dry at all times. (Laughter and cheers). We love her even for her snows. Rudyard Kipling has called Canada the land of snows—"Our Lady of the Snows". Some have objected to it; I do not. The snows of Canada are one of the charms of Canada which England cannot boast of and we love her snows, though as everyone knows, in summer time her skies are as blue as the skies of Italy. We are proud of her and of her history (cheers)—her history as romantic and touching as fiction. It is no exaggeration, it is only the sober truth, to say that the history of Canada cannot be excelled by the history of England, or even the history of France, from the day after that famous battle in which Wolfe died thanking God as

his eyes closed on the victory of his army, and when Montcalm was carried away from the field, conscious that he would not survive the first defeat of his hitherto ever victorious career. It is sober truth—it is no exaggeration—to say that the history of Canada exceeds, perhaps, in interest, in instruction, the history of any country, from the time she became a colony of England, all through the long struggle maintained by the new subjects of England for constitutional government up to the present day, when the principle of freedom has been extended to Canada, and has resulted in the magnificent spectacle which we now give to the world of united races previously enemies. (Loud cheers). You have truly said that Canada is now a nation. Her population is now over 5,000,000 of souls, and she has, as you have stated, readily available fertile lands which can give home, food and shelter to at least 100,000,000 of men. It might be an independent nation, but Canada does not seek to become an independent nation, because Canada to-day practically is an independent nation. (Cheers). Were we severed from England we could not have more power and more freedom than we have at the present time (cheers), and all thinking men with us have come to the conclusion that there is as much freedom, more power, more wealth, and more happiness in union than in separation. (Cheers). We are giving thus a fresh example, as you stated a moment ago, to our sister colonies, and if the example we have given is follo-

wed elsewhere, if a federation takes places in Australia, if another confederation takes place in South Africa by-and-bye, in a few years the earth will have been settled by a series of independent nations; which, however, will recognize the suzerainty of England ; and it seems to me that in this fact alone there will be security for the peace of the world at large. (Cheers).

ENGLAND AND AMERICA

We in Canada may perhaps do something more. You have stated that we share the continent of North America with a great nation of kindred race, but with which the relations of England have not always been of the most satisfactory character. Since I have been in England, within the last few days, it seems to me that I have found evidences not a few that there are perhaps in the minds of public men in England, and not only in the minds of public men, but in the minds of the people at large, some apprehensions of a latent sentiment on the part of the American nation not altogether friendly to her mother land. I would say without any hesitation whatsoever that the sentiment which prevails among the American people is a sentiment of affection, and of reference, though unfortunately there still remain many causes of friction between the two nations. The memories of the unfortunate state of things which led to the war of independence have not altogether been forgotten.

The rancour created by the war is still living in the minds of the American people. This might have been cast away, but unfortunately, as we know in our own generation, there was a civil war in America—a civil war waged, I am sure in the minds of all men to-day, for as noble a cause as ever incited men to fight—for the abolition of slavery ; yet it is a matter of history, strange as it may seem to us in these days, that at that period the sympathies of the civilized world were not inclined on the side of the cause of freedom. If I may be permitted to speak my own mind—and I do so because what I state here I have often stated in my own country, and I do not know how to flatter—I have always said in Canada that the attitude maintained by England and by Canada at that time was neither worthy of Canada nor of England. But if there were a spirit of friction, rancour and enmity at work at that time let me say at once that those enmities have been to a large extent removed by the conduct of the Queen of England herself. (Cheers). In the worst days of the war, when the opinion was prevalent in the United States of America that the English people were not as friendly to them as they ought to be, the opinion was prevalent that the heart of the Queen of England was engaged on the side of liberty. In the worst days of the war, in a poem addressed to the English people by the most American of all poets, J. G. Whittler, while reproving England for her want of sympathy

with a cause which has always been dear to the heart of Great Britain, he paid this warm tribute to her Majesty :—

" We bow the heart, if not the knee,
To England's Queen, God bless her."

(Cheers). Only a few years later, at the close of the war, when the hand of the assasin struck down the great and wise man who had carried his nation through the awful crisis, the Queen herself, then in the first years of her own bereavement, sent a letter of condolence and sympathy to the wife of the President. That letter from a widow to a widow appealed to the American heart. It brought tears to the eyes of strong men ; it caused tears to stain the furrowed faces of many veterans. Sir, this letter of the Queen did more to erase the bitterness that had been caused by the attitude of the British people than anything else could possibly have done. (Cheers).

THE QUEEN'S INFLUENCE

There is more. At that time we did not know, as we now do, the history of the diplomacy of this matter, but we know now, thanks to the researches which have been made, that on a previous occasion—on the occasion of the unfortunate Trent affair, when the sacred soil of England—because her ships are part of her soil—had been invaded by Americans to abstract forcibly from the soil of England men

who were guests of England—when the dignity of England forced them to claim back those prisoners, we know that the hand of Her Majesty herself corrected the despatch of her Foreign Minister and erased every offensive word from it, and left it in such a state that it was possible for the American nation to surrender without any surrender of dignity. Now, these causes have worked and have had their effect. I am sorry to say that there are still too many causes of friction remaining between Great Britain and the United States. Let me hope, however, that better feelings will prevail, nay, they are prevailing even at this moment. Of all the impressive scenes, I am sure, of which we have been witnesses during the jubilee week, the most impressive by far was the service at Saint Paul's Cathedral, when the Sovereign of England, the dignitaries of England, the people of England, with uncovered heads, appealed to God and thanked Him for the blessings of this reign. This was a scene of great moment, yet there is another scene of greater moment going on every Sunday upon the decks of the great ships which ply between England and the United States. There every week you see passengers—citizens, British subjects—pray to God together for her Majesty the Queen of England and for his Excellency the President of the United States. (Cheers). Let us hope that these prayers shall not be in vain, hope that the angels of peace shall ever spread their wings between England and the United

States. (Loud cheers). But if ever they come to blows, let me say here that the feelings of my own people in the colony of Canada would stand true by the flag which protects her and her liberty. (Cheers). For these considerations—nay, for every consideration—let me tell you that for my part I have the greatest hope and confidence in the future of the young nation to which I belong. I trust that as she did in the past she will ever do—that she will never play a weaker part, that she will on the every occasion boldly strike out in the ever-advancing cause of freedom, of progress and of civilization. (Cheers). What more shall I say? You have spoken of me in terms altogether too kind. Let me say that when the time comes for myself that my eyes must close for ever to the light of this world, if I can on my deathbed say that through my efforts a single prejudice has been erased, that through my efforts racial feuds have disappeared from the land of Canada, that through my efforts a step forward has been made towards uniting this great empire, I shall die happy, in the belief that my life shall not have been lived in vain. (Loud cheers, the entire audience rising and waving handkerchiefs).

Amongst the presents were: The Marquis of Lorne; the Earl of Derby; Lord Balfour of Burleigh; the Earl of Selborne; Lord Tweedmouth; Lord Kelvin, Lord Ampthill, Lord Monk; the Earl

of Lachfield ; Lord Herschell ; Mr. G. H. Reid, Premier of New South Wales ; Sir Gordon Sprigg, Premier of the Cape ; Sir Wm. Whiteway, Premier of Newfoundland ; the Arhcbishop of Ontario ; the Archbishop of Ruperts land ; Sir Redvers Buller ; Mr. E. Blake, M. P. ; Mr. I. Bryce, M. P. ; Gen. Sir H. Norman ; Field Marshal Sir D. Stewart ; Sir Stafford Northcote ; Mr. Leonard Courtney, M. P. ; Gen. Sir Wm. Butler ; Sir Walter Peace ; Westby Perceval ; Sir C. Rivers-Wilson ; Mr. J. G. Colmer ; Gen. J. W. Laurie, M. P. ; Sir Richard Temple ; the Bishop of Qu'Appelle ; the Bishop of Columbia ; Chief Justice Way ; Sir A. Rollit, M. M. ; Sir G. Baden-Powell, M. P. ; Sir Howard Vincent, M. P. ; Sir E. Carbutt ; Mr. Munro Ferguson, M. P. ; Mr. A. D. Provand, M. P. ; Mr. J. Lowles, M. P. ; Lieut.-Gen. Sir Andrew Clarke ; the Hon. T. A. Brassey.

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime Minister of Canada.

At the Colonial Institute banquet given on the 2nd of July, 1897, in London, at the Hotel Cecil, in response to the toast "The United Empire," proposed by the Duke of Connaught, president of the banquet.

(RECAPITULATION.)

Sir Wilfrid Laurier, in replying to the toast of the evening—"The United Empire"—said that since they had been in England, the premiers of the colonies of England had been recipients of every possible form of kindness, and if kindness would kill, they would by this time be in their graves. (Laughter). After all, he did not know that might not be as pleasant a way as any other of passing from the world. If it should be his privilege—as he hoped it would be—to visit England again, he would endeavor beforehand to get a stomach suited to the occasion. (Laughter). He had heard that, in connection with the Jubilee, some persons had been somewhat troubled as to the food to supply. For his part, he had found no evidence of any deficiency. (Laughter.) In the history of the world, they had

read of great empires that had absorbed extensive territories, and embraced men of diverse places, tribes and nations. All those empires when compared to the British Empire at the present time for the extent of territory, sank into utter insignificance. There was, however, a more radical difference. All those empires were formed by conquest, maintained by force and violence. The British Empire had not been formed so much by conquest as it had been founded by colonization and the arts of peace. What made it so strong were freedom and justice—freedom and justice to all the races that now inhabited it. It was to the eternal credit of England that she always respected the religion of her subjects. Might he be allowed to speak freely, and to say that the respect shown for the religion of a new subject had not always been shown for their commerce. But that was in the past and a new day had dawned. The concession of political rights was now generously and freely made, and nothing could have been more suggestive than what was shown them on the previous day at Aldershot, where they saw men of all the races of the earth wearing the British uniform. (Applause.) It had been said that we had reached a position that was too good to be true. The position was not too good to be true. It was simply the dawn of a better position. (Applause.) Speaking as a British subject, not of English blood, let him say that he claimed that the relations to-day between England and her colonies, satisfactory though they might be, were not the goal to which he looked. If he were

permitted to reveal the goal of his aspirations, it was to see a Canadian of French descent sitting in the halls of Westminster. (Applause.) That might be, perhaps, an ambitious dream. Ambitious or not, it was the dream of his heart; and, if he were a young man, he should hope to see it realized. At the present time his ambition was a more limited and humble one, he having learnt the lesson of proceeding slowly. At the present time the only ambition he had—and one he would recommend to members of the Colonial Institute—was to obtain the renunciation of certain treaties which he looked upon as blots on the history of our colonial development. (Applause.) He was glad to see around that board representatives of the best half of the population of England. (Laughter and hear, hear.) If he had the sympathies of the best half of the people of England, he knew what the result would be. There were some colonies in which women voted. In Canada they did not vote, though they ruled all the same. (Laughter.) He was quite sure that if they would be so kind as to give them this sympathy, they would reach their goal, because "Ce que femme veut, Dieu le veut." (Applause.)

Amongst the guests present at this banquet were: Lord Jersey; Lord George Hamilton; the Right Honorable M. Goschen, First Lord of the Admiralty.

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada

At Llanrwst, in Wales, on the 12*th July*, 1897, *in response to an address presented to Colonial Premiers on their way to Gwydyr Castle, the seat of Lord Carrington, after having paid a visit to the Right Honorablc M. Gladstone, the venerable ex-premier of Great-Bretain.*

Ladies and Gentlemen,

"I wish that I could find words adequate to convey to you, as I feel them, the sentiments of gratitude which fill my heart for the kind welcome which you are pleased to give to your kinsmen from beyond the seas, coming as we have done from the several colonies which we represent to bring to her Majesty the Queen the tribute of loyalty which it was our pleasure to give her. Our trip, I am sure, would not have been complete, and our happiness would have been much marred, if we had not had an opportunity of paying a visit to this far-famed land of Wales. (Cheers.) Thanks to the courtesy of Lord and Lady Carrington, who are old

friends to you and new friends to us, we have that privilege upon this occasion. I have noticed with peculiar pleasure the reference which is made in this address to the fact that many of your brothers and sisters, men and women from Wales, have found their way into the colonies. I may tell you at the present time that every word which is there is true. They are amongst the most valued citizens we have—at all events in the Dominion of Canada—(cheers)—and as a proof of that it is with great pride that I tell you I am accompanied at the present moment by a colleague in the Government of Canada, Sir Louis Davies—(cheers)—who is a man of Welsh descent. (Cheers.) It has been my privilege in the part of the Dominion in which I reside to have amongst my neighbors some Welsh miners, who have brought with them from Wales the traditions of their race—a love of order, poetic instinct, and a love of music. (Cheers.) Many and many a time it has been my privilege to hear some thirty or forty of them, after a hard day's work, give us some of their national anthems, and some of the tunes they have brought from the hills of Wales. (Cheers.) I need not tell you Why, those tunes always move the hearts of Welshmen ; and they move the hearts also of those who are not of Welsh descent, but still have in their hearts a love of music. (Cheers.) They are much valued citizens, let me tell you. I reciprocate in their name, and in the name of their brother Canadians, the sentiments which have been

expressed in this address. (Cheers.) We are all brothers in this British Empire. Separated though we be by race, still there is one thing in which we are all of accord—we are all of accord in the love which we have and give to those free institutions under which we live. (Cheers.) Let me pray that the Angel of War shall never spread his wings over this great empire, but let me hope that if he should, the sentiments which are exhibited at this time by the colonies in favor of the mother country will be repeated every time the occasion presents itself. (Cheers.) Fellow-countrymen, once more, and from the bottom of my heart, I offer you the most warm and the most sincere expression of my gratitude for the welcome which we are privileged to receive in your town to-dav." (Cheers.)

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada

At the banquet given by the "Canada Club", in London, on the 14th July, 1897, at the Albion Hotel, in response to the toast "The Dominion of Canada" proposed by Sir Robert Gillespie, president of the banquet.

(RECAPITULATION)

Sir Wilfrid Laurier, who on rising to respond was received with loud cheers, in the first place alluded to the history of the Canada Club as being very intimately connected with Canada, and remarked that it afforded him great pleasure to see so many Canadian faces around that hospitable board.(Cheers) Sir Robert Gillespie had referred in terms which went to his heart to the possibility of a firmer union between Canada and this country than existed at the present time. As to that there might a good deal to say which he (the speaker) would refrainfrom saying now. At the present time they in Canada were satisfied. They claimed no more than they now had. He did not mean to say that it would always be so. The time might come when Canada would claim a more intimate union than at present, but so long a

England sent to Canada, as representatives of the Crown, such men as they had had, he did not think that there would be any desire for a change on the part of Canadians. (Hear, hear). Canada had been exceedingly fortunate in the men who had come out there to represent England, several of whose names he mentioned, and added that Lord Aberdeen, the present Governor of Canada, had endeared himself to all Canadians. He had shown that he could pass through a crisis keeping an even balance between all parties. As he had said, Canada at the present time was satisfied with its lot. Canadians did not claim anything more than they had. The only ambition they had at this moment was a very practical one—it was simply to develop the resources of their country, and to build up for Canada the great future which they dreamt and hoped for it. All they wanted there, was more population. Perhaps there were many in England to-day, whose lot would be benefited if they were transferred to Canada. If England suffered from anything, it was perhaps excess of population. Perhaps it was a difficult problem to give food to all ; in this land of plenty many might be anxious as to how to get breakfast to-morrow morning. Let them go out to Canada. (Cheers). Let them come to Canada and they would give to anyone who desired it a plot of 160 acres of land—of the best and most fertile land under the sun. If anyone would come to Canada and go to the prairies of the North-West and

become a settler upon her soil, they would give him the piece of land and ask no payment for it, except that he should become a settler, and they could assure him that if he would be sober, hardworking, and frugal he should have plenty of food and garments for himself, his wife and children. (Cheers). Canada was not only an agricultural but was also a mineral country, and if reports were true, there were in the Rainy River district of Ontario and in the Rocky Mountains of British Columbia gold fields equal to the best of California, of Australia, and of South Africa. At all events, such was the faith of the Canadian people in these gold fields that they had been willing to tax themselves, and give enormous subsidies to bring railways to the heart of the country. He did not promise fortune to all. Disappointments there must be there, as elsewhere, but if a man were lucky, and put his finger upon the right place, he was sure of a fortune. (Laughter and cheers). If he did not make a fortune in gold he could go to the silver mines, and if he did not succeed there he could go to the lead mines, and if not successful there, to the coal mines, and in coal he knew that there were in the Rocky Mountains 250 square miles of coal land where the coal was not in the bowels of the earth, but on the very surface. See therefore what they had to offer to the English people if they would only send out there money—capital and men. He thanked the chairman for the words he had spoken on behalf of the Canadian Go-

vernment and their policy. He did not want to enter upon politics, but let him say on behalf of the Canadian Government, recalling the motto of Trafalgar, they would endeavor to do their duty to England and to Canada. (Cheers). The chairman had spoken in terms which were not undeserved, but well deserved, of the spendid appearance made by the soldiers of Canada in England. As a Canadian and as a British subject he was proud to say that he believed those men might hold their own with the well tried veterans of England, (Cheers). They hoped that the scourge of war would never afflict England or the British Empire; but if it should be the misfortune of England or the Empire to be engaged in war, no matter with what country, the Canadians soldiers who had made such a good appearance on parade here would give just as good an account of themselves on the battlefield. (Chers).

Among the chief guests were Sir Louis H. Davis, Minister of Marine and Fisheries of Canada. Sir Donald A. Smith, Sir Charles Rivers-Wilson, Sir L. W. Fremantle, Sir Adolphe P. Caron, Sir H. de Villiers, Sir Joseph Trutch, Mr. Justice Sedgewick, Colonel the Hon. J. M. Gibson, the Hon. J. R. Longley, Mr. A. Staveley Hill, M. P., Sir E. S. Dawes, Mr. T. T. Bucknill, M. P., Mr. S. Pope, Q.C., and M. J. G. Colmer, secretary.

DISCOURS DU TRÈS HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Premier Ministre du Canada

Au banquet donné à Londres, en l'honneur des Premiers Ministres des Colonies, le 7 juillet 1902, par le Club Constitutionnel, en réponse au toast "Nos hôtes" proposé par le Duc de Marlborough, président du banquet.

" Les convives qui sont réunis ici sont venus de toutes les parties du globe et en venant ici, ils ont voulu témoigner à la fois de leur loyalisme au roi et aux institutions britanniques. Il y a cinq ans, c'était pour plusieurs qui sont présents, un rare privilège de pouvoir prendre part à la célébration du jubilé d'un souverain dont la vie était l'orgueil de ses sujets et l'honneur de l'humanité. (Appl.) Dans ces deux occasions, on a discuté des problèmes et des questions qui regardent le bien-être, non-seulement des colonies, mais encore de la mère patrie. (Appl).

Il y a peut-être des sceptiques dans l'Empire, mais le plus prononcé des sceptiques devra admettre que le spectacle des représentants de tant de nations et de races venant à de courts intervalles affirmer et prouver l'unité de l'Empire britannique, le loyalisme de tous à sa dynastie et traiter de graves et

importantes questions est un spectacle d'une imposante grandeur. (Appl.)

Vous pouvez consulter les annales de l'histoire et les scruter aussi avant que l'œil humain peut pénétrer, et vous ne trouverez pas un spectacle semblable à celui que nous voyons aujourd'hui. L'empire romain à l'apogée de sa puissance superbe n'a jamais atteint un pareil degré de grandeur morale. La raison en est évidente. L'empire romain était composé d'états en esclavage, tandis que l'empire britannique est formé d'un groupe de nations libres (longs appl). Afin donc de trouver quelque chose de semblable, si toutefois cela existe, ou même, devrais-je plutôt dire, quelque chose d'approchant ou qui en donne une idée, il faut remonter à ces temps reculés alors que les nations helléniques avaient pour habitude de s'assembler périodiquement à de certains endroits. Et même là, quelle différence apparait !

La civilisation du monde à cette époque, se concentrait et trouvait sa plus haute expression dans la civilisation hellénique. Au contraire la civilisation britannique encercle toute la surface du globe. En outre, on ne regardait comme grecs que ceux qui étaient d'origine hellénique, car ce peuple qui était exclusif et fier, appliquait l'épithète de barbares à tous ceux qui appartenaient à une origine étrangère à la sienne.

Le lien qui unit l'Empire britannique, permettez-moi de vous le dire, mes compatriotes (longs appl.) et croyez-en un homme qui n'est pas de votre race,

le lien qui unit l'Empire britannique n'est pas un lien de race, c'est l'allégeance au roi sans distinction de race ni de couleur. (Appl.)

Et puis encore le motif, l'idée inspiratrice de ces assemblées des anciens était purement esthétique. Le but qu'on se proposait était le sport, l'art, les lettres et c'était d'accord avec le génie d'une race qui était commerciale jusqu'à un certain point et politique à un haut degré, mais qui était aussi la plus esthétique des races que le monde ait vues. Mais dans l'empire britannique, dont le robuste bon sens est le trait caractéristique, on a pour premier objet d'affirmer l'autorité de tous et d'agir de façon qu'il n'y ait pas de révolution dans l'empire.

La première pensée est une pensée de loyalisme. La seconde pensée est de s'asseoir pour débattre et étudier les problèmes qui nous concernent tous. Et si je saisis bien ce qui est dans l'esprit de ceux qui sont ici présents, leur première pensée est celle-ci : Que doit-on faire ? L'Empire britannique continuera-t-il à se maintenir sur ses bases premières ou devra-t-il subir des changements ? Peut-être il y en a quelques-uns, il y en a peut-être beaucoup, qui pensent que l'Empire britannique doit être maintenu par des mesures de guerre. Pour ma part, je crois que cet empire peut fort bien se défendre avec les arts de la paix.

Vous êtes, vous autres Anglais, la seule nation en Europe qui ne se soit jamais laissée entrainer dans le militarisme. Vous êtes la seule nation en Europe, alors que les autres se saignent à blanc pour créer

et maintenir des armés, qui ait décidé qu'aucune armée permanente ne sera créée par le Parlement anglais. Vous êtes la seule nation en Europe qui ait fondé un Empire avec les arts de la paix beaucoup plus qu'avec les arts de la guerre.. Napoléon vous avait un jour appelé, dans un moment de mauvaise humeur et peut-être d'irritation, une nation de boutiquiers. Mais le colosse fut abattu principalement par cette nation de boutiquiers. Il se livra à cette nation et avoua qu'elle avait été le plus puissant, le plus capable et le plus généreux de ses ennemis. Ma grande conviction est que l'Empire britannique gardera tout ce qu'il a conquis ; et ce ne sera pas tant par la guerre que par la culture des arts où l'Angleterre a la suprématie indiscutée, que cet empire durera. Je crois fidèlement en ces vieilles doctrines qui ont fait la grandeur de l'Angleterre et je garde en mon cœur la conviction qu'en y persistant l'Angleterre deviendra plus grande encore." (Longs appl.)

Parmi les convives présents à ce banquet, on remarquait :

Lord Waldegrave ; Sir W. MacGregor ; the Honorable A. Peters ; Sir John Forrest ; M. John Howard ; Sir Walter Peace ; the Honorable H. Copeland ; the Honorable W. P. Reeves ; Lt. Col A. Botton ; etc., etc.

Notons ici le remarquable éloge que le " London Express " faisait de ce discours :

" Sir Wilfrid Laurier was the hero and the orator " at the dinner given to the Coronation guests from " the Colonies at the Constitutional Club last night.

" He replied to the toast of " Our Guests," which " was proposed by the Duke of Marlborough, and " the diners flocked from the far tables to stand in " groups near the speaker. They were not satisfied " until they had given three hearty cheers, and one " cheer more, and sung " For he's a jolly good " fellow ".

" Tall, slim, and distinguished, with the thin " ascetic face of a priest, the flowing locks of a poet, " the telling gestures of the orator, and the cool air " of Mr Chamberlain, Sir Wilfrid was a picturesque " figure as he stood with his quiet smile, waiting for " the cheers to subside.

" In him his hearers recognised a strong and pic- " turesque force, poet and man of affairs in one per- " son, proud Canadian and loyal Imperialist, who " stood for the rights and dignities of the Colonies " on the one hand, and the solid might of the Empire " on the other.

" His accent, a quaint mixture of American sla- " dash and soft French inflexion, was in keeping " with the sentiment of the speech. The roar of ap- " plause with which the guests greeted a casual refer- " ence to them as " my fellow-countrymen ", was " significant as showing the esteem in which Sir " Wilfrid Laurier is held in the Mother-country."

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada.

At the Empire Coronation banquet (1), *held, in London, on the* 11*th* *July*, 1902, *at the Guildhall ; in response to the toast " The United Kingdom " proposed by Lord Onslow, president of the banquet.*

(RECAPITULATION.)

Sir Wilfrid Laurier, who was received with prolonged cheers, replied on behalf on the self-governing colonies. It was, he said, his privilege five years ago to represent his country, Canada, at the celebration held in this ancient city in commemoration of the Jubilee year of a reign for ever made famous by the personality of the Sovereign, by the remarkable advance which took place under it of all the arts and sciences which contributed to the happiness of mankind, but whose chief characteristic for them would be the still more remarkable development of the British Empire as it existed to-day. (Cheers). The British Empire, as all other creations of human

(1) Organized by the Royal Colonial Institute ; the British Empire League ; the Colonial Club ; the Australasian Club and Australasian Chamber of Commerce in London.

effort, had been the cause of many conflicting sentiments. It had inspired, and perhaps more than ever would inspire, in the breasts of millions of men a deep sense of enthusiastic attachment. (Cheers.) British subjects could call the world to witness that the British Empire, wherever it had held sway, especially within the last 60 years, had carried with it everywhere an instrument of good government. In all his Majesty's possessions there was at this moment a remarkable and in some instances an almost phenomenal degree of prosperity, and among all those peoples, to whatever race they belonged, there was a universal sense of satisfaction and pride in British institutions. (Cheers.) Such at all events, was the case in the self-governing colonies. Canadians present could bear testimony to the truth of his assertion that Canada to-day was a free, prosperous and happy country. (Cheers.) It was not always so, but the granting of representative institutions had worked that miracle. Prosperity and contentment had followed in the path opened by freedom. What was true for Canada was equally true for New Zealand and for Australia—indeed, there was only one shadow to that picture—one exception, South Africa. Until a few weeks ago South Africa was scourged by war, which would not have broken out if free civil rights under the law, if full citizenship to all had been given there without any discrimination. He was convinced, however, that what had taken place elsewhere would now be

seen in South Africa under British rule. It was not in the genius of British history to make political changes simply for the gratification of a theory or to round off sharp angles, but it was in the genius of British history to proceed slowly and cautiously, and never to change the condition of things until there was a grievance, and then to remove the grievance and to go no further. Historic experience taught with almost unvarying certainly that political changes brought about simply in the hope of carrying an object not immediately prompted by practical necessity generally failed. He afterwards referred to the steadfast allegiance of Canada to this country. There was no finality in human affairs. He did not say that the time might not come when they might have a Parliament assembled in London from all parts of the globe. That would be a great spectacle, no doubt, but not greater than the spectacle presented at this moment of a galaxy of free nations bound together by a sole allegiance to the same Sovereign. (Cheers.)

Sir Wilfrid Laurier occupied the seat on the immediate right of the Chairman, and Sir Edmond Barton sat on his immediate left ; and among the large and distinguished company present were the Lord Chancellor, Earl Cadogan, the Marquis of Lansdowne, Sir J. Gordon Sprigg, Lord Ashbourne, the Maharaja of Bikaner, Lieut.-Col. Sir Albert

Hime, the Earl of Minto, Lieut.-Col. the Maharaja of Cooch-Behar, Lord Strathcona, Sir J. West Ridgeway, Col. H. McCalmont, M. P., Lord Lamington, Sir Walter Sendal, Lord Wolverton, Major-General Sir Reginald Wingate, Lord Monk Bretton, Sir Frederick Borden, Mr. R. W. Hanbury, M. P., Sir William Mulock, Mr. Asquith, K.C., M. P., the Maharaja of Kolhapur, the Earl of Cromer, Sir Robert Bond, Col. Sir Pertab Singh of Idar, Earl Egerton, the Earl of Harrowby, the Aga Khan, Lord James of Hereford, General Lord Grenfell, Lord Kelvin, Lord Brassey, Sir William MacGregor, Sir Joseph Carbone, Sir John Forrest, the Hon. W. S. Fielding, Sir M. Ommaney, Bishop Webb, Mr. W. H. Milton, Mr. G. R. Le Hunte, Sir William Dunn, M. P., Sir Walter Peace, Mr. H. Allerdale Grainger, General Sir Richard Harrison, Mr. T. E. Fuller, Sir Gerald Strickland, the Hon. William McCulloch, C. M. G., Admiral Sir N. Bowden-Smith, the Hon. William Paterson, the Hon. Henry Copeland, Sir Charles Tupper, Sir Henry Jackson, the Hon. W. Pember Reeves, Mr. William Peel, M. P., Sir T. Fowell Buxton, the Hon. Alfred Dobson, Sir W. D. Pearsons. M. P., the Hon. R. C. Parsons, the Hon. H. B. Lefroy, Mr. W. Grey-Wilson, Sir Edward L. Samuel, Mr. Alderman George Senior (Lord Mayor of Sheffield), Mr. A. H. Lee, M. P., the Hon. J. H. Turner, Mr. C. A. Duff Miller.

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada.

At the Canada Club dinner, held in London, on the 16th July, 1902, at the Trocadero Restaurant; in responce to the toast "The Dominion of Canada" proposed by the Lord-mayor.

(RECAPITULATION.)

Sir Wilfrid Laurier on rising, was received with cheers. He said he regretted that he was not in a condition to respond to his own liking. The hospitalities of England were too much for him. (Laugter). John Bull had the reputation of being a gruff old gentleman. He knew him, on the contrary, to be the most hospitable, the most generous of hosts. The loyalty of Canada had been enhanced by the free institutions given to her. This was a free country, and a man was always welcome to speak his mind to a British audience. Let him say this, then, that if it had not been for the charter of liberty which Canada had received, the condition of things would perhaps have been different. In 1837, the first year of Her Majesty's reign, Canada was in a turmoil of excitement. There was rebellion in the French province of Quebec; there were rebels also

in the British province of Ontario. The rebellion was, in his opinion, quite justified by the unworthy system which then obtained, and by the attempt to rule what ought to have been a free people by methods which did not suit them. But in 1899, when they had a free charter, when they had, a Parliament to which the Government of the day were responsible, when they had all the blessings of responsible government in the same measure in which the people in England enjoyed them—at that time, when the authoritv of Her Majesty was threatened in distant parts of her dominions, the very sons of the rebels of 1837 were the first to go to the rescue and take their coats off to maintain the domination of the Queen in South Africa. (Cheers.) That was the result of the wise policy which had been followed with regard to Canada and the other colonies of Great Britain. The 19th century had been for Great Britain a century prolific in reforms; but of all the reforms which had been effected in that memorable period, there was none which had been so prolific in great and useful results as the concession to the colonies of the power to govern themselves in accordance with their own will and with what they believed to be their own interest. (Cheers.) Canada was blessed not only with a good system of government, but she was also blessed with a good climate—cold in winter, very cold; warm in summer, very warm; but always dry, cheering and invigorating, and full of exhilaration. After des-

cribing the great strides which Canada had made during the last hundred years, Sir Wilfrid Laurier went on to say that there was absolute certainly that Canada would be THE GRANARY OF GREAT BRITAIN.

At the present time there was in Canada an ocean of ripening grain of a quality unsurpassed in the world, and as for quantity, in a few years there would be enough to feed the whole of Great Britain, nay, the whole of Europe. (Cheers.) The one thing only which they wanted in Canada at the present time was population. They had a population of five millions and a little more ; they had room and land to give homes and shelter to a hundred millions at least ; and by-and-by, as he hoped in a not very distant future, they would have within the bounds of Canada a population of a hundred millions. (Cheers.) They were going to repeat the history of the United States, and he thought that in so saying he was not over-confident. But when he came to England and saw the distressed condition of many of our people, it was always to him a matter of some surprise that no greater efforts were made by the people of this country to send over their poor surplus population to that vast land of Western Canada. The Canadian Government was doing its share. It had emigration agents in all parts of Europe, but it preferred the people of those northern races to which we all belonged, because, after all, they were the best of all men in a new country. But no matter

where they came from—Great Britain or Ireland, or Norway, or France, or Germany, or Hungary, or the United States also—they treated them all in the same way, and turned them out good Canadians one and all. (Cheers.) The Canadian Government gave 160 acres of land to every boy of 18 years of age who would make it a home, and the price they asked was that he sould take a good wife and bring up his children upon the land. Not one dollar did they require from him. They offered further advantages, and on these conditions they opened their domain to all the destitute of Europe. If the poor of Great Britain who were longing to work, and who would be the best of settlers, would go to Canada, they would be in a few years prosperous men with homes for themselves and their families. If he had a request to make of the Canada Club it was that they would second the efforts of he Canadian Government and send emigrants to Canada. (Cheers.) The more population we send to Canada the more we should bind her to our heart, and the more we should have that condition which we all hoped for the British Empire, of which he, a British subject not of British origin, was just as proud as any one to-day. (Cheers.)

Among those present were Sir Edmund Barton, Lord Ashbourne, Lord Derby, the Lord Mayor, Sir William Mulock, Sir Robert Bond, Sir A. Hime, the

Hon. W. S. Fielding, the Hon. W. Paterson, Major General G. A. French, the Hon. A. Peters, Sir C. Rivers Wilson, the Hon. F. W. G. Haultain, Mr. C. M. Hays, the Hon. H. T. Duffy, the Hon. W. H. Montague, the Hon. Charles Russell, Sir John Anderson, Mr. J. G. Colmer, the Hon. J. D. Dunsmuir, Colonel Fitzroy, the Hon. Eustace Fiennes, Major General Sir H. Green, Colonel E. W. Greene, Major General O'Grady Haly, Sir A. L. Jones, the Hon. J. Levy, Mr. C. A. Duff Miller, Admiral Sir H. Nicholson, Mr. C. Robinson, K. C., Major General C. W. Robinson, and Sir W. L. Young.

DISCOURS DU TRES HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Premier Ministre du Canada

Au lunch (*) de l'Union des Etudiants de l'Université d'Edinbourg. le 26 *juillet* 1902, *en réponse au toast "Les Colonies et nos hôtes" proposé par le Docteur Bullmore, président de l'Union*

(RÉCAPITULATION)

Sir Wilfrid Laurier, qui venait d'être l'objet d'une réception excessivement cordiale, joignit ses remerciements à ceux de Lord Grenfell pour l'insigne honneur que venaient de leur conférer, à l'occasion de leur visite, les autorités de l'Université d'Edimbourg. Cette université, croyait comprendre sir Wilfrid Laurier, était une très ancienne institution bien qu'elle ne put se réclamer de l'antiquité de quelques-unes des institutions-sœurs du Royaume-Uni. Mais elle pouvait s'enorgueillir de ce titre—titre immensément apprécié, il en était sûr, par tous ceux appartenant à l'Université et assurément encore plus apprécié par ceux que l'Université avait la bonté d'honorer—de ce titre, dit-il, qu'elle faisait partie d'une cité dont la renommée était univer-

---

(*) Ce lunch a suivi la cérémonie de la collation du diplôme honoraire de docteur en droit présenté à Sir Wilfrid Laurier et à quelques-uns des gouverneurs et premiers ministres des Colonies, par le Vice-Chancelier de cette Université, et était donné en leur honneur.

selle, cité méritant le nom d'Athènes des temps modernes, puisqu'elle avait donné le jour à quelques-uns des noms les plus célèbres du monde entier, dans les lettres, les sciences et les arts. (Applaudissements). Avant de quitter Londres. on lui (Sir W. Laurier) avait dit qu'il aurait l'occasion de constater qu'Edimbourg, était une des cités les plus remarquables de tout l'empire britannique. (Rires et applaudissements). Est-il besoin d'ajouter que cette assertion venait d'un Ecossais des plus enthousiastes. (Rires). Une malencontreuse fortune avait voulu que de passage à Edimbourg pour la deuxième fois, la pluie l'empêchait d'admirer les beautés de la cité. Il pleuvait la première fois, il pleuvait la deuxième fois ; c'est à se demander s'il n'a pas plu tout le temps. (Rires). Il faut bien penser qu'il y a eu des périodes de beau temps.

" L'enthousiasme n'a pas de patrie, l'enthousiasme est aussi Canadien qu'Ecossais. Quant à lui (sir Wilfrid Laurier) il serait porté à déclarer la ville d'Edimbourg la plus belle de tout l'empire britannique si—il y a un gros Si à la clef—si la ville de Québec n'existait pas. (Rires). Il y a patriotisme et patriotisme. Le patriotisme local, celui qui est particulier à un lieu, n'est pas le moindre. L'endroit de la terre le plus précieux au cœur de l'homme, c'est l'endroit qui l'a vu naître ; ou du moins si ce n'est l'endroit qui l'a vu naître lui-même c'est l'endroit où sont nés ses enfants.

" Aussi fortement et profondément attaché à l'empire britannique, il est vrai, que qui que ce soit, il ne

peut cependant s'empêcher de s'écrier que pour lui, la terre des terres c'est le Canada ! (Applaudissements). Il y a quelque cinquante ans, ces mêmes Edimbourgeois recevaient Daniel O'Connell avec toute l'effusion de l'hospitalité écossaise. Ses amis et admirateurs—et ils sont nombreux—lui offrirent un banquet. Au milieu de son discours, le grand patriote irlandais : dit : " Oui, j'aime l'Angleterre, j'aime l'Ecosse ; mais permettez-moi de vous le dire en toute sincérité, la première place en mon cœur est pour l'Irlande ". (Applaudissements). Lui aussi (sir Wilfrid Laurier) il se permettait de dire qu'il aimait l'Angleterre, qu'il aimait l'Ecosse, qu'il aimait l'Irlande ; mais que la première place en son cœur était pour le Canada et son vieux Québec. (Applaudissements). Oui son cœur était plein d'amour pour le Royaume-Uni, — l'Angleterre, l'Ecosse, l'Irlande,—qui avait tant fait pour la liberté et la civilisation non-seulement de l'Empire britannique, mais de l'humanité entière. (Applaudissements). Elles sont unies dans leur respect pour les institutions britanniques ; mais, en toutes choses, leur mesure d'action n'est pas la même. Elles peuvent différer d'opinion, ne pas s'entendre ; mais tout en différant d'opinion, elles sont unies par les mêmes liens.

" Ce matin même, au cours de la magnifique adresse présentée par le docteur Schafer, on a félicité M. Sheddon, et à bon droit, parce que sous sa direction le gouvernement de la colonie de la Nouvelle

Zélande avait le premier accordé le droit de suffrage aux femmes. (Applaudissements). Au risque de passer pour réactionnaire, il (sir Wilfrid Laurier) doit déclarer qu'il n'y a pas de doute que M. Sheddon a accompli ce qu'il pouvait faire de mieux pour sa colonie, mais cependant, c'est une de ces choses sur laquelle il ne tombe pas d'accord avec lui. (Rires). Il y a bien mieux à faire pour les femmes que de leur accorder le droit de suffrage. (Rires et applaudissements). Dans son pays et tout particulièrement dans sa province natale, celle de Québec, ce que l'on fait pour les femmes c'est de les épouser. (Rires). Quand elles deviennent mères de familles, et mères de familles très nombreuses, elles donnent à leurs enfants une bonne éducation domestique et leur enseignent la crainte de Dieu et le respect aux lois. Enfin, elles font d'excellents citoyens et de bons votants. (Rires et applaudissements). Dans son admirable adresse, le docteur Schafer a donné de très bons conseils aux jeunes diplômés universitaires qui s'engageraient bientôt dans la lutte pour l'existence. Lui permettrait-on de joindre un mot de conseil à ceux du docteur Schafer ? Son conseil aux jeunes est de faire comme on fait dans son pays—de ne pas attendre la jouissance annuelle de revenus princiers. Si on lui permettait de faire allusion à une personne de cette assemblée intimement liée au Canada, il ajouterait que ces jeunes gens s'apercevraient avant longtemps combien peu de biens terrestres il faut à un jeune couple qui supplée par l'amour à cette absence de biens de fortune."

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime Minister of Canada

At the Banquet given in honor of the Colonial Premiers, by the Corporation of Edinburgh, at the Balmoral Hotel, on the 26*th July,* 1902, *and presided by Lord Provost*

(RECAPITULATION)

Sir Wilfrid Laurier, who was received with great enthusiasm, was the first to respond to the toast. Referring to the song which had just been sung, he said that in so far as he was concerned there was no necessity at all for putting the question : " Will ye no come back again ? " He was quite willing to come back again if he survived this visit. (Laughter.) There were more ways than one of killing a man, but if a man was killed with kindness he certainly had no cause of complaint, because of all the modes in which a man could leave this world for a better it was certainly the most pleasant, and that was the feeling with which he rose to address them in answer to the toast which had been proposed of " British Dominions Beyond the Seas." (Cheers.) To answer that toast as it ought to be answered, to give it the full significance which it ought to receive, they would require to enlarge to a certain extent the

word patriotism. Patriotism was a very elastic word. It might be accepted in a very large sense. The moment they spoke of the "British Dominions beyond the Seas" they had to enlarge their patriotism. It lent a new aspect to it. It grew from one country to several, and embraced the whole world. (Cheers). Within the British Empire there were many significances to give to that word. There was the patriotism of the British Empire, there was the patriotism of the country in which they were, there was the patriotism which they felt in Scotland, there was the patriotism they felt in Canada; and even in Scotland, even in Canada, even in Great Britain, there were many applications of the word. He had been told yesterday that in coming to Edinburgh he was coming to the finest city in the empire. (Cheers.) He was told more than that. He was told that in coming to Edinburgh he was coming to the most delightful spot in Great Britain. (Renewed cheering.) He had to demur to the words spoken by his friend. Not that he could take exception to what he said, but he had to tell him that already, during the last three weeks he had been on this side of the Atlantic, he had met at least ten different persons who, with true British hospitality had been kind enough to invite him to their places, and every one had said that the place to which he invited him was the finest and most delightful spot in Great Britain. (Laughter and cheers.) But he was not altogether unfamiliar with this, for he had heard the same thing in his own country. Visiting on one

occasion, once upon a time, the great province of Ontario, which claimed, and not perhaps without some cause, to be the finest province of the Dominion of Canada, he saw a good deal of that local pride which was not particular to Canadians, but was found in the hearts of all men whatever might be their own country. (Cheers.) The first country he visited in Ontario was the good old county of York, and the Canadians present would agree with him that it was a splendid county indeed. One of the citizens of that county asked him what he thought of it, and he had to say it was very fine. His friend thought his answer was somewhat lukewarm. "Fine!" he said, " this is the garden of Ontario." He next went to the new county of Bruce, a good Scottish name, but a Canadian county. He was asked the same question. " What do you think of Bruce ! " He made the same answer. " It is a very fine county." That was thought also to be lukewarm, for the response was. " This is the garden of Ontario." (Laughter.) Subsequently he went to Muskoka, which had certainly not the reputation of being a garden. It was all rocks and granite and water ; but still it was dear to the citizens of Muskoka. Asked in like manner what he thought of it, he replied that from an agricultural point of view there was not much to be said for it. His friend, however, pointing to the hills beyond, said : " These are the finest farms in the county —this is the garden of Ontario." He (Sir Wilfrid) looked carefully, but could not see as his friend wished to make him see,

and he came to the conclusion that this was only another evidence that beauty was in the eye of the gazer. But it meant something more also. It meant that, whatever might be the patriotism with which they were animated, there was in every locality that pride, that spirit of affection which all bore to the land in which they had been born. (Cheers.) That was the spirit. The recognition of that fact based on human nature was, in his humble opinion, not only the glory but the strength of the British Empire. (Applause.) Living in a country composed of people speaking different languages, divided into two great divisions of French and British, it had been his endeavour to bring all the sections of his country to respect each other, to love one another, and to be, above all things, true British subjects. (Loud applause.) In these efforts he had given his life, and he was not alone. It had been the effort of a good many Canadians before him, and it should be the efforts of a good many after him.

Amongst the chief guests at this banquet were: General Lord Grenfell, Governor of Malta; Sir Joseph Ridgeway, Governor of Ceylon; Sir Edmound Barton, Prime Minister of Australia; Mr. R. John Seddon, Prime Minister of New Zealand; Sir Albert Hime, Prime Minister of Natal; Sir Robert Bond, Prime Minister of Newfoundland; Sir Walter Sendall, lately Governor of British Guiana; Sir William McGregor, Governor of Lagos and Sir John Gordon Sprigg, Prime Minister of Cape Colony.

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER.

Prime Minister of Canada,

At a luncheon (*) given in honor of the Colonial Premiers, on the 16th April, 1907, by the City Corporation of London, at the Guildhall ; in response to the toast "The Prime Ministers of the self governing Colonies" pro posed by the Lord Mayor.

Once more it is my proud privilege to take my seat at this generous board, at which British hospitality, famous all the world over, has assumed a peculiar historic character, since for one hundred years or more it has been associated with all the important events which have brought England—which have brought the British Empire—to the position it occupies to the world at this present moment. Perhaps it would not be an extravagant expression to say that the history of the British Empire may be followed from year to year, from epoch to epoch, in the banquets of the Lord Mayor of the city of London. At this board it was that, towards the beginning of the nineteenth century,

---

(*) This lunch followed the presentation to Sir Wilfrid Laurier and to other Premiers of a certificate presented on the customary gold casket, according the freedom of the city.

William Pitt uttered the famous sentence—"England has saved herself by her own exertions, and will save Europe by her exemple". At this board it was that, at the beginning of the twentieth century, the gratitude of the nation was shown to Field Marshal Lord Roberts and General Lord Kitchener for the great services they had rendered to the Empire in bringing the South African war to a happy conclusion.

At this board, too, as the Lord Mayor has stated, you have invited statemen and warriors, legislators and scientists, princes and kings. I am forced to say that on the present occasion your guests are of a very modest character. They have done very little to command your attention, though the Lord Mayor was kind enough to say to-day, in conferring upon them the freedom of the city of London, that they were men of good repute. But if they themselves have done very little, I claim that the countries which they represent are worthy of your attention. (Hear, hear). The countries they represent are those young daughter nations of England who in all parts of the surface of the earth maintain British institutions—those British institutions which, whenever applied, are synonymous with law, order, and liberty ; young nations who, in the proud exuberance of their manhood, proclaim their devotion and attachment to the British Crown, and who have sent here their delegates to confer with the Government of Great Britain upon questions, upon

topics, and upon problems affecting their own welfare, the welfare of the Motherland and the welfare of the whole British Empire. (Cheers).

Conferences of a similar character there have been before, but they were disjointed and spasmodic, and connected with other events of perhaps even a greater character—the Golden Jubilee of her late Majesty Queen Victoria, the Diamond Jubilee of Her Majesty ten years afterwards, and the Coronation of His Majesty the King. At this last conference it was resolved that an end should be put to this system, and to organize conferences to come off periodically at stated intervals. Now we have the first of these conferences, or, if I may speak more accurately, I think we have at this moment "the Imperial Conference of 1907." (Cheers).

FAILURE THERE SHOULD BE NONE

Without any lack of propriety I would say that at the last conference I was in very poor health, and never did I expect that I would cast again my eyes upon the shores of England. At that time there was one amongst us who seemed to be, and was, the very incarnation of rugged health and robust manhood—the late Mr. Seddon, of New Zealand, and though the place of Mr. Seddon is filled, and well filled, by his successor, Sir Joseph Ward, it was at that time believed by everyone—it was still more proposed by everyone — that Mr. Seddon, would attend this conference and impress upon others his

powerful personality, composed at once of crude practical sense and fervid enthousiasm. (Hear, hear). But he is no more. He has been cut off in the prime of his life, when, to all appearances, he had in him a great many years of hard work. Such is the lesson, the old and and ever new lesson of the uncertainly of all human projects and the inanity of human calculations.

Since I have arrived here, only three days ago, I have learned that in this country great importance is attached to the conference of this year, that on the one hand high expectations are entertained of the deliberations, and on the other hand, there is a dread lest they may end in failure. Failure there should not be ; there will not be a such word as failure in connection with the conference of 1907. (Loud cheers). I do not say that the hopes are to be realized of the ardent, enthusiastic imperialist, who, remembering the uncertainty of all human calculations, would endeavor to bind the future by putting upon the present intolerable conditions. But I mean to say that the conference of this year will demonstrate to the world and to ourselves that the British Empire is a living entity. It will clear the atmosphere, it will separate the practical from the sentimental, and it will show what is possible and what is not possible. It will show what can be done.

And, more important yet, in my humble judgment, it will show what is to be avoided. It is, perhaps, idle to discuss whether the Conference

shall be a success or shall be a failure. Its very composition ensures its success, I ask you who are now sitting before me to look at this table, and if you reflect one moment upon the character of the company represented, you will agree with me that this Conference is one of the proudest triumphs achieved in England's marvellous career. In our system of publicity the events which take place one day in one country are reverberated next day in all the other countries, and it is not too much to say that at this moment the attention of the civilized world is riveted on England. (Cheers).

The man who to-day, in France, Germany, Austria, Italy, and in every part of Continental Europe—I do not mean the man in the street, the man of the million, but the student, the publicist, the historian, the philosopher, the thinker in those countries—reflects upon what is taking place to-day in Great Britain, is forced to admit to himself that this Conference is unique. He may search, and search in vain, in the pages of history so far back as the records of history will take him, he will not find a precedent or a parallel. What does he see? He sees young Colonies, some of those nations, and nations strong enough to assert their independence, who come here with no thought of separation, but only with thoughts of union and harmony. (Hear, hear). These nations are not all of England's kith and kin, and they are not all of England's blood. He will see that these colonies of

England are not coming here with petitions, with remonstrances, with protests, as did the American colonies in the eighteenth century, but that these nations came simply to discuss with the Motherland, what is best for the whole Empire, and what means could be taken to render the relations which bind the Mother Country with the colonies more intimate if possible than they are at the present time. In the presence of such a spectacle, who can ask the question whether the Conference is to be a failure or success.

JAMESON AND BOTHA

Its success is assured, and if you permit me to give you the fulness of my thought, to give you the feelings of my heart, such as they are, I would say you have only to look at this board and see Dr. Jameson and General Botha to answer whether the Conference is to be a success. (Cheers). I am sure that my friend Dr. Jameson and my friend General Botha—(cheers)—will not find it amiss if I say that the relations between them were not always as cordial as the relations of Pylades and Orestes, or those of Cobden and Bright in more modern days. They will agree with me that their relations were somewhat strained at a certain moment. Who could have thought five years ago that two of the members of this Conference would be Dr. Jameson and General Botha. One came here as Prime Minister of the Cape, and the other as Prime Minister of the Transvaal. I am aware, and so are

you all, that in 1902 strong pressure was put on the British Government to suspend the Constitution of the Cape. The British Government would not listen to any such thing. The Government would not hesitate four years after the war to give the full citizenship of the British Empire to the Transvaal Colony. (Cheers). I think upon a matter of this kind, I, coming from French Canada, can express the conviction that there was only one nation in the world who could have dared to do what Britain has done, and that nation was England. (Cheers). The wisdom of this policy has been fully vindicated. It had been vindicated many years before when the British Government did not hesitate to give to French Canada the same power and privileges as those which have been given in South Africa. If anything could justify tke wisdom of such a policy, it was the words which I was proud to hear yesterday from Dr. Jameson, words which filled my heart, to the effect that possibly at the next Conference we might have a United South Africa represented here. (Cheers). It is possible that at the next conference we may have another confederation within the British Empire, a confederation composed of Cape Colony, Natal, Orange River Colony, Transvaal, Rhodesia, and other domains to be added as time goes on. This is surely the Imperial policy, and so long as the British Empire is maintained upon these lines I venture to assert that it rests upon foundations firmer than the rock and as endurable as the ages. (Loud cheers).

DISCOURS DU TRES HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Premier Ministre du Canada

Au banquet (*) donné en l'honneur des Premiers Ministres des Colonies, le 18 avrtl 1907, par les membres du club 1900, à l'Albert Hall, Londres ; en réponse au toast : " Les Premiers Ministres des Colonies ", proposé par le Très Honorable Arthur Balfour, président du banquet.

Résumé traduit du " Times " de Londres

" C'est un plaisant et agréable devoir pour lui que d'avoir à donner son appréciation du remarquable discours du président qui a donné à son sujet une telle élévation de vues. Le président leur a déclaré que le club dont ils étaient actuellement les hôtes était une organisation de parti. Lorsqu'il a accepté cette invitation, il savait pour sa part le rôle que jouait ce club ; mais il n'a rien vu dans ce fait qui put l'empêcher d'accepter cette invitation. Il est lui-même un homme de parti. (Bien, bien). Dans le pays d'où il vient, il a consacré quelques

---

* Ce banquet a été l'un des plus importants ; seize cents convives y assistaient.

trente années de sa vie à son parti ; il lui a donné le meilleur de son cœur et de son esprit, et il se propose de continuer à le faire tant que Dieu lui accordera la santé et la vie. (Appl). Au Canada ce sont les institutions britanniques qui règlent le gouvernement du pays, et ces institutions britanniques s'exercent suivant les démarcations de parti. Il ne prétend pas affirmer que ce système soit à l'abri de toute imperfection, mais l'histoire nous enseigne qu'après tout, de tous les modes de gouvernement inventés par les hommes, celui-là était encore le meilleur. Mais lorsque les Canadiens viennent en Angleterre, ils ne veulent point connaître les démarcations de parti, ils se considèrent comme les hôtes de la nation et lorsqu'ils ont à porter la parole ils s'efforcent de s'adresser au peuple anglais tout entier. Pour sa part il déclare être un homme franc, traitant les questions en toute franchise. Ce soir il entend exprimer franchement ses pensées telles qu'elles lui viennent du cœur, et il espère qu'elles rencontreront dans les cœurs de ses auditeurs une semblable franchise, et s'il ne parvient à obtenir leur approbation, il espère, en tout cas, qu'ils voudront bien lui tenir compte de la sincérité avec laquelle il leur explique ses opinions sincères. Depuis qu'il est en Angleterre il s'est efforcé de comprendre le courant de l'opinion publique de ce pays, en ce qui a trait à la conférence impériale, à laquelle ils prennent part. Il s'est efforcé de connaître quel était le sentiment public anglais sur les diverses questions qu'ils sont

appelés à traiter : la défense militaire de l'empire, la constitution de la conférence impériale et la préférence commerciale, et de toutes ces questions, en autant qu'il a pu se rendre compte de l'opinion du pays, celle qui en ce moment occupait le plus les esprits était celle de la préférence commerciale. (Appl.) Il exprimait l'espoir que ses amis, M. Deakin, sir Joseph Ward et les autres invités assis ce soir à ce banquet ne lui disputeront pas l'honneur qu'il réclamait pour sa patrie d'avoir mis cette question de la préférence commerciale entre la Grande-Bretagne et ses colonies au nombre des possibilités pratiques de la politique. Lorsque, il y a dix ans, la présente administration qui dirige les destinées du Canada, prit les rênes du pouvoir, la principale caractéristique de son premier budget présenté en 1897, fut la préférence qu'elle accordait immédiatement à la mère patrie. (Appl.) Ce n'était pas une préference très considérable. Elle n'était que de 15 pour cent, s'appliquant à tous les produits de la mère patrie venant au Canada. Deux ans plus tard, cette préférence de 15 pour cent était portée à 25 pour cent, et deux ans plus tard encore cette préférence de 25 pour cent, était portée à 33⅓ pour cent. Cette année, après dix ans d'application, lorsque le gouvernement a revisé son tarif, il a fait au cours des trois derniers mois, une fois de plus, de cette question de préférence, la principale caractéristique de sa politique. (Appl.) Tout cela ils l'ont fait sans se consulter avec le gouvernement anglais ; ils l'ont fait

de leur plein gré ; tout cela ils l'ont fait parce qu'ils estimaient que c'était là une bonne et judicieuse politique. Ils n'ont rien demandé en retour. Ils n'ont réclamé aucune concession en retour, mais en même temps ils ont eu soin de déclarer que si le peuple anglais trouvait bon de tomber d'accord avec leurs vues sur ce point et que s'il lui plaisait de leur rendre préférence pour préférence, ils étaient de leur côté, tout préparés à rendre au peuple anglais concession pour concession. (Bruyants applaudissements). Il y a dix ans que cette offre a été faite. Cette offre reste la même aujourd'hui qu'elle était il y a dix ans. C'est au peuple britannique à dire s'il entend l'accepter ou ne pas l'accepter. (Appl.) C'est à la nation anglaise à dire si oui ou non c'est là son intérêt. Le peuple canadien n'est pas venu ici en suppliant ; il n'est pas venu ici pour réclamer quoi que ce soit pour son propre bénéfice ; il est venu simplement demander au peuple anglais de considérer si cette politique était conforme aux intérêts du peuple anglais. Si la nation britannique en arrive à la conclusion que cela ne serait point conforme à ses intérêts, alors le Canada ne le désire pas. (Bien, bien). De même que M. Balfour, il était partisan de larges empires, mais l'empire britannique ne peut subsister sur d'autres fondations que celle reconnaissant que toutes les parties de cet empire qui sont dotées d'un parlement chargé de régler les destinées de ces parties de l'empire sont tenues d'agir au mieux des intérêts particuliers. C'est ainsi qu'ils

en agissent au Canada. Il a lu dans certains journaux anglais que si le peuple anglais n'accordait pas de préférence au Canada, que s'il n'y avait pas de réciprocité dans la préférence, le Canada était disposé à abandonner la politique britannique et à rechercher le marché des Etats-Unis. Ces déclarations n'ont pas l'ombre de raison. Les relations du Canada avec la grande république américaine sont peut-être meilleures et plus amicales en ce moment qu'elles ne l'ont jamais été ; les Canadiens n'ont que des sentiments d'affection et d'admiration pour leurs grands voisins, mais les Américains savent quelle est la position qu'entendent maintenir les Canadiens, tout comme ceux-ci savent à quoi s'en tenir par rapport aux américains. Il y a nombre de questions sur lesquelles il est possible d'améliorer la situation entre les deux peuples voisins ; il y a nombre de questions au sujet desquelles les deux peuples peuvent se faire des concessions réciproques de voisins à voisins, mais les Américains se rendent parfaitement compte que lorsqu'il s'agit de la question de concurrence sur le marché canadien entre les produits américains et ceux de la Grande-Bretagne, le choix est fait d'avance, les Canadiens tiennent pour leur mère-patrie. (Appl.) Cette politique ils l'ont proclamée et maintenue à la face de l'univers et avec la pleine connaissance de leurs voisins qui l'ont acceptée.

Cette politique de préférence ne date que de dix ans, mais il y avait bien des années déjà que les

Canadiens s'efforçaient de diriger leur trafic par les canaux vers la mère-patrie.

Ils ont lutté contre la nature et contre la géographie. S'ils avaient laissé triompher la nature et la géographie, leur commerce se serait dirigé du nord au sud et réciproquement, mais ils ont construit des chemins de fer, creusé des canaux, ils ont équipé leurs ports dans le seul but de faire prendre à leur commerce non pas la direction du nord vers le sud, mais celle de l'ouest vers l'est (Appl.). Dans ce but, ils ont dépensé des millions de piastres. Dans ce but, ils sont prêts et ont décidé de dépenser des centaines de millions. Toutefois, si on ne leur accorde pas préférence pour préférence, leur loyauté restera la même. Les anciens Gaulois si courageux n'avaient peur que d'une chose, c'était que la calotte des cieux ne leur tombât sur la tête. Ceux qui entretiennent des doutes sur la loyauté du Canada peuvent à tout aussi juste titre craindre que la calotte du ciel bleu tombe sur eux. (Appl.) L'avenir de l'empire britannique sera assuré tant qu'il reposera sur l'autonomie complète et absolue de toutes les parties qui le composent. (Bravos enthousiastes et prolongés) ".

SPEECH OF THE RIGHT HONORABLE SIR WILFRID LAURIER

Prime-Minister of Canada

At the dinner of the British Empire League, given in honor of the Colonial Premiers, on the 2nd of May, 1907 ; in reply to the toast "Our Guests" proposed by Lord Derby, president of the dinner.

(RECAPITULATION)

With the British Science Guild and the British Empire League he was sorry he was not connected by membership. Of the former, he could not claim that he knew very much, but with the latter he was perfectly familiar, as the British Empire League had a branch in his country, active and enthusiastic, and in which he counted many friends. (Cheers). Perhaps he might supplement the remarks which had been made respecting the Imperial Federation League by saying that it had been replaced by the British Empire League. There could be no doubt that the inspiration of the Imperial Federation League was a noble one, for it attempted to bring together all the different parts of the British Empire here in London or in some more central place, like the city of Ottawa (laughter), which happened to be the centre of the British Empire. There was in

this everything to satisfy the mind, the soul, the heart. It was a noble thought. In England we were practical men, and the men of the distant parts of the Empire, were also practical, and he regretted to say that it was discovered that no common ground could be found to carry out the idea, and it was thought that, instead of being a bond of union, it might prove to be one of contention. There were forces silently at work, and it was at last found that there was a basis for the British Empire, and at the present time the British Empire was composed of a galaxy of young, ardent nations —nations far distant, separated from one another by many circumstances, but all united by allegiance to the same Sovereign (Cheers). The fact that they were all united by one common bond, one common ideal, was certainly a thought that was worthy of the greatest and noblest sentiment. (Cheers). They might search the pages of history, and they would find nothing like it (Cheers). The force of Rome depended upon her legions, the force of the British Empire on the loyalty of her citizens. (Loud cheers). The Roman citizen would probably ask, "Who are those citizens?" He would be told that between one-third and one-fourth of the citizens of Canada belong to a nation and were the descendants of a nation who was now happily at peace with Great Britain, but who had filled the pages of history with her contentions with this country; and he would be told that the citizens left by Fran-

ce in that land were just as proud of that British allegiance as were the kith and kin of the subjects of the Sovereign of this country. (Cheers). If he were to go to another part, he would ask, "What is this new island I see here?" He would be told it was New Zealand, a young country well ruled, happy in her rulers, and whose only ambition to-day was simply to work in the cause of social reform. (Cheers). If he were to go to Africa, he would be told. "You see there a land with part of which we were at war five years ago only, and the noblest and the ablest general who fought against us was now in this country, a British subject, and loudly proclaiming his loyalty to the King". (Cheers). Such was the British Empire to-day, maintained in all its parts not by force, not by violence, not even by military rule, but simply by the loyalty, by the fidelity, by the love and affection of the subjects of the British Crown. (Cheers). If in the days of old the proudest title that a man could claim was to be a Roman citizen, was it not a much greater thing to say, as he now said, " I am a British subject "? (Cheers).

Rapport télégraphique du discours prononcé par Sir Wilfrid Laurier, au banquet donné à Londres, en l'honneur des premiers-ministres des Colonies, par la "Pilgrims' Society", le 23 mai 1911.

Londres, 24.—La "Pilgrims' Society" a offert hier soir un banquet aux premiers ministres des colonies, présents à la Conférence Impériale. Lord Roberts présidait et souhaita la bienvenue aux hôtes distingués, représentants des colonies.

Sir Wilfrid Laurier aborda carrément le sujet de l'annexion du Canada aux Etats-Unis, en tournant en ridicule l'idée que cette politique puisse être entretenue sérieusement. Il exprima son admiration pour les Etats-Unis, mais ajouta que son amour pour l'Angleterre l'emporte sur son affection, pourtant très grande, pour les Etats-Unis. Sir Wilfrid souleva l'enthousiasme général, lorsqu'il s'écria que le Canada et les Etats-Unis entendent continuer à donner au monde l'exemple de deux nations ayant la plus longue frontière commune, s'étendant d'un océan à l'autre, vivant dans la paix et le respect mutuel, sans avoir ni forteresse, ni canon, ni soldats, de l'un ou de l'autre côté de cette immense frontière commune.

Le premier ministre du Canada fut l'orateur le plus remarquable et le plus remarqué de la circonstance, à cause de l'importance qu'on attache ici à la question de l'annexion et de la réciprocité, et de son

imposante figure lorsque debout, portant les insignes de l'Ordre Britannique, il déclara aux nobles Anglais, tout couverts de bijoux et de décorations, et à ses sept collègues des colonies, que lui, sujet britannique, malgré le sang français qui coule dans ses veines, ne le cédait à personne en loyauté à la Couronne.

" Si les Etats-Unis avaient l'intention d'annexer le Canada, déclare Sir Wilfrid Laurier, ils emploieraient non la force, mais la séduction. En ce cas, le Canada répondrait comme autrefois Diogène à Alexandre " Ote-toi de mon soleil". Les dernières paroles de Sir Wilfrid furent couvertes de chaleureux applaudissements.

" Nous croyons, dit-il, que le jour viendra où tous les peuples issus de l'Angleterre s'uniront pour assurer la paix universelle pour toujours."

Parmi les trois cents personnes qui assistaient à ce banquet on remarquait Lord Augustine Birrell, secrétaire pour l'Irlande ; lord Alverstone, juge en chef d'Angleterre ; Lord Hartcourt, secrétaire d'état pour les colonies ; le duc de Wellington, le duc de Devonshire, le duc de Marlborough, Sir Ernest H. Shackleton et Sir Arthur Conan Doyle.

DISCOURS DE L'HONORABLE R. DANDURAND

Président du Sénat

Au banquet offert aux délégués du l'Union intcrparlementaire pour la paix, au Crystal Polace, à Londres, à la clôture du congrès de cette union, en 1906, et présidé par le Duc d'Argyle, ancien gouverneur du Canada.

Monsieur le Président,

Je profite de votre très aimable invitation pour soumettre à mes collègues de l'Union Interparlementaire la proposition que j'avais l'intention de faire hier au Congrès lorsque la question de la date et du lieu de notre prochaine réunion fut posée. Je voulais vous inviter à traverser de nouveau l'Atlantique pour venir délibérer dans la capitale du Canada, au siège du gouvernement fédéral, à Ottawa.

Je n'hésitai pas à abandonner ce projet et cet espoir lorsque notre sympathique président, lord Weardale, nous annonça que le conseil était à délibérer sur l'invitation du groupe allemand d'aller siéger à Berlin l'an prochain. Depuis lors, plusieurs membres du Congrès m'ont affirmé que si Berlin devait être notre lieu de réunion en 1907, ils se rallieraient avec plaisir à ma proposition pour 1908 et ils m'ont invi-

té à la formuler dès maintenant. Nous en serons alors à notre 16ème congrès. Sera-ce trop vous demander que de venir une seconde fois en Amérique alors que l'Europe aura déjà eu quatorze fois vos préférences ?

Il serait, il me semble, intéressant pour le Congrès de la Paix de visiter et d'étudier un jeune pays qui se développe dans une paix, dans une sécurité complètes, et qui veut employer toutes ses forces, toutes ses énergies au bien-être et à la prospérité de la nation.

Aussi le peuple canadien vit-il dans un contentement parfait. Ayant derrière lui, au nord, l'océan arctique et la baie de Baffin ; à l'est, l'atlantique ; à l'ouest, le Pacifique, il ne connait qu'un voisin qui le touche et le coudoie au sud sur un parcours de 3.000 milles, la république américaine. Si vous parcourez toute cette immense frontière, vous ne verrez pas un seul fort, pas un canon, pas une sentinelle qui la garde ou la défende. Peut-être en certains endroits trouverez-vous tout au plus un fil barbelé qui vous indiquera la ligne de séparation des deux pays. Jamais la pensée de la guerre ne hante nos cerveaux.

Dans la plupart des traités faits durant ces dernières années, on a excepté de l'arbitrage les questions affectant le territoire et l'honneur des nations contractantes. Nous avons récemment soumis à des arbitres, conjointement avec les Etat-Unis, une question affectant le territoire des deux pays, dans

la région de l'Alaska. La décision de ce tribunal nous fut adverse. Si nous exprimons une préférence marquée pour un tribunal différemment constitué, nous n'en restons pas moins en faveur de l'arbitrage aujourd'hui comme hier, de l'arbitrage toujours, de l'arbitrage quand même.

Nous sommes un petit peuple de six millions d'habitants jouissant d'une liberté entière, grâce à une constitution libéralement octroyée par le parlement britannique sous le règne de l'auguste Reine dont nous vénérons tous la mémoire.

Combien serons-nous dans dix ans, dans vingt ans ? Dans dix ans nous recevrons annuellement un million d'immigrants. Il nous en vient cette année un quart de million. Notre territoire, plus vaste que celui de nos voisins, tout aussi riche et tout aussi fertile, sera avant la fin de ce siècle aussi peuplé que le sont les Etats-Unis.

Il nous incombe de former la mentalité de cette population et des générations de l'avenir, de leur présenter un idéal qui sera commun à 150 millions d'âmes dans l'Amérique du Nord : le bonheur dans la paix, dans la liberté et dans la justice.

DISCOURS DE MGR. BRUCHÉSI

Archevêque de Montréal

A la séance la plus solennelle du Congrès eucharistique international de Londres, le soir du 10 septembre 1908, en présence de Cardinaux, Archevêques, Evêques, prélats, prêtres de tous les pays.

Eminentissimes Seigneurs,

Messeigneurs,

Mesdames, Messieurs,

Le Canada, jadis terre française, aujourd'hui colonie britannique, fidèle au Christ et loyal au Roi, est heureux de joindre sa voix, en cette circonstance solennelle, à celles de l'Australie et de la France.

Que Mgr. l'archevêque de Westminster veuille bien agréer mes remerciements émus pour l'honneur qu'il m'a fait en m'invitant à prendre la parole devant vous.

Que pourrai-je ajouter aux discours éloquents des deux éminents prélats qui m'ont précédé ? Mais ne sommes-nous pas ici, tous, en ce moment, qu'un cœur et qu'une âme, et serait-il possible d'exprimer un sentiment de jubilation, de gratitude et d'espoir qui ne se trouve dans l'âme de chacun ?

Certes, ce n'est pas une exagération de dire que

les regards du monde entier sont à l'heure présente tournés du côté de Westminster. On sent qu'il s'y passe quelque chose de grand.

Bien des Congrès eucharistiques ont été célébrés déjà. Aucun, ce me semble, pas même celui de Jérusalem, n'a produit une impression aussi profonde que celui-ci.

Presque toutes les parties du monde s'y trouvent représentées. Si des protestations se sont ¡fait entendre, elles n'ont pas été, grâce à Dieu, des protestations nationales : ce qui a dominé partout, ç'a été la sympathie et le respect.

Combien, parmi ceux qui se sont séparés de nous, et auxquels nous donnons toujours le nom de frères, nous envient peut-être secrètement, quand ils contemplent notre dogme invariable et notre persévérante unité !

Quoiqu'il en soit; pour nous, catholiques, le présent congrès de Londres, c'est comme la rentrée dans son royaume toujours aimé, du divin Roi, officiellement banni, il y a des siècles. C'est la nouvelle prise de possession par l'humilité et l'amour de l'ancienne "île des saints". Jésus triomphe caché sous la frêle hostie. Déjà les hommages sont commencés, les voûtes de la cathédrale ont retenti des chants pieux ; la doctrine eucharistique, celle des premiers âges, celle des apôtres, toujours la même, a été affirmée avec éloquence ; une sainte joie enveloppe la cité et dans trois jours celui qui, depuis si longtemps n'est sorti dans les rues que dissimulé sous le vête-

ment du prêtre allant le donner comme viatique aux malades et aux mourants, sera glorieusemeut porté sous le dais comme aux temps bénis où l'on ne connaissait sur ces rives qu'un même *Credo*.

Vraiment, avoir sa place dans ce cortège, c'est plus que du bonheur, c'est une grâce. Les fleurs, dit-on, arrivent avec profusion d'Angleterre et de France, d'Irlande et d'Ecosse, des châteaux des riches et des maisons du peuple ; elles orneront les édifices, elles joncheront le sol ; et combien parmi elles sont chargées de messages d'amour et de foi ! Ah ! que ne nous diriez-vous pas surtout, vous fleurs de France, si vous pouviez parler ! Seigneur, c'est bien vous qui serez-là. Comme autrefois dans la Judée, guérissez, éclairez, consolez, fortifiez sur votre passage ceux qui ont besoin de lumière, de courage et de paix.

Et pendant ce temps, dans les temples de tous les pays catholiques, au sein des familles, dans les monastères et les cloîtres, la même prière monte vers le ciel : "Puissent les fêtes eucharistiques de Londres produire les résultats que l'Eglise en attend ".

Au Vatican, je crois voir aux pieds de son crucifix notre grand pontife Pie X, priant lui aussi, et confiant au Cœur du divin Maître ses douces espérances pendant que son illustre représentant ici nous parle et nous bénit en son nom.

Notre acte de foi va au pape en même temps qu'à l'Eucharistie, et cet acte de foi solennel, il y a un bonheur inexprimable à le faire ici, sur les bords de

la Tamise, à quelques pas des tombes de nos martyrs, et en face du drapeau britannique, qui plus qu'aucun autre drapeau aujourd'hui se fait gloire de protéger toutes les légitimes libertés.

Jours bénis que les jours qui vont suivre! Au Christ qui nous dira: " Je suis le pain vivant descendu du ciel; celui qui mange ma chair et boit mon sang vivra éternellement" nous répondrons avec Pierre: " Vous avez les paroles de la vie éternelle". Nous nous tiendrons près de Lui pour le remercier et l'adorer; et, nos grandes fêtes terminées, nous regagnerons nos foyers, résolus de mériter aux yeux de l'Eglise le titre d'apôtres de l'Eucharistie. C'est ce que doit s'efforcer d'être le catholique de notre temps: le pape nous l'enseigne et nous le prêche. Faire aimer le Saint-Sacrement davantage, faire comprendre qu'il est tout dans la vie du chrétien, amener toutes les âmes qui dépendent de nous à la commuuion fréquente, selon les sages directions du Souverain-Pontife, tel doit être le but de nos plus généreux efforts.

A l'occasion des fêtes récentes de Québec, auxquelles le roi d'Angleterre daigna déléguer son illustre fils, le Prince de Galles, le Saint-Père, dans une lettre mémorable, se plut à reconnaître que le Canada est à l'heure actuelle, une des nations les plus catholiques du monde.

Or, si l'on me demandait la raison de cette situation privilégiée, au milieu de la dégénérescence chrétienne, devenue à peu près générale, je dirais

que la principale est dans la solide et profonde dévotion de notre peuple à la sainte Eucharistie.

Si la terre canadienne est encore une terre chrétienne et catholique dans toute la force du mot, c'est qu'elle est une terre eucharistique ; à ce titre elle a, ce me semble, le droit de solliciter l'honneur insigne d'un de nos prochains congrès, et je prédis un immense triomphe à notre bien aimé Sauveur sur les bords dn Saint-Laurent. Je parle de la vieille province de Québec et ce n'est pas ici le moment ni le lieu de décrire en détail la dévotion de ses habitants pour l'auguste sacrement de nos autels.

Accordez moi seulement la consolation de vous dire que chez nous, dans nos villes et surtout dans nos campagnes, ceux qui n'accomplissent pas leur devoir pascal sont des exceptions à la règle générale ; que la communion fréquente, en honneur depuis longtemps, s'est généralisée depuis les pressantes recommandations de Pie X ; que la communion quotidienne se pratique dans les communautés religieuses et même parmi les élèves de nos collèges et de nos pensionnats ; que les associations d'adoration diurne et nocturne sont florissantes ; que la dévotion du premier vendredi de chaque mois et des Quarante-Heures tient particulièrement au cœur du peuple ; que nos processions de la Fête Dieu sont, tous les ans, de véritables ovations nationales se déroulant dans nos grandes villes en toute liberté,sous la protection des autorités civiles ; enfin qu'à Notre-Dame de Montréal, le premier janvier, en vertu

d'une permission spéciale du Souverain-Pontife, l'année s'ouvre par une messe dite à minuit devant le Saint-Sacrement exposé, en présence de plus de 10,000 personnes, et pendant laquelle se distribuent des milliers de communions.

L'Eucharistie, la communion, l'amour du tabernacle, voilà bien le feu sacré qu'il est de notre devoir d'entretenir, nous le sentons, surtout dans le cœur de l'enfance et de la jeunesse, pour assurer à notre pays, que l'ennemi du bien travaille, un avenir d'indéfectible foi.

Pour moi, ce sera la leçon et la résolution que j'emporterai de ce congrès, et comme chacun de vous, Messeigneurs, mesdames et messieurs, je garderai dans mon cœur l'invincible espérance du retour de l'Angleterre entière aux pieds de Jésus Hostie.

DISCOURS DE L'HONORABLE RODOLPHE LEMIEUX

Maître-Général des Postes

A une séance spéciale du "Royal Colonial Institute", de Londres, tenue en novembre 1908, sous la présidence de Lord Jersey.

Le *Times* de Londres, rendant compte d'une réunion du "Royal Colonial Institute", sous la présidence de Lord Jersey, et à luquelle assistaient Lord Strathcona, ainsi qu'un grand nombre de notabilités anglaises, donne le résumé suivant du discours prononcé à cette occasion par l'honorable Rodolphe Lemieux, sur la *question des cablegrammes à deux centins.*

L'hon. R. Lemieux, maître général des Postes du Canada, dit qu'il était fort heureux de déclarer que sous l'excellente administration de M. Sydney Buxton, le service postal en Angleterre continuait à mériter son universelle réputation. L'introduction du système d'affranchissement postal à deux centins (penny) en Grande-Bretagne, son extension par la suite à la plus Grande-Bretagne, la récente réduction à deux centins aux Etats-Unis de l'affranchissement postal,—et il pourrait ajouter le tarif postal canadien spécial aux revues,—sont des événements qui font époque, et dont la race anglaise par tout l'univers, pouvait à bon droit être fière. Il y avait lieu d'espérer que le jour n'était pas éloigné où l'exemple donné par la Grande-Bretagne serait

suivi par les autres nations et où l'affranchissement postal à deux centins serait partout adopté. Mais notre vétéran, champion de l'amélioration du service postal, n'était évidemment pas satisfait de confiner ses ambitions au seul service postal. D'après la définition qu'il en a lui-même fournie, le Bureau de Poste était l'outillage de la pensée, mais l'électricité une fois qu'elle fut connue, a été le feu vivant qui faisait tourner les roues du mécanisme. A cette période de l'histoire universelle, en présence de la stratégie si élaborée et si perfectionnée employée pour servir aux besoins du commerce, la nation qui saura faire le meilleur usage du facteur électrique, en conformité avec ses besoins spéciaux et suivant les circonstances, sera la nation qui détiendra la suprématie.

M. Henniker Heaton, au cours de son magistral discours de ce soir, a cloué ses couleurs au mât, en employant cette devise fort suggestive et captivante : "Penng-a-word cable", cablegrammes à deux sous le mot par tout l'Empire. Parlant en son nom propre et en cette qualité seulement, l'orateur déclare considérer le câble à deux sous le mot comme un idéal, comme un bienfait, qui quelque jour, tôt ou tard, devra être obtenu et réalisé. Le projet de M. Henniker Heaton embrasse l'univers tout entier. En sa qualité de Canadien, l'orateur déclare être personnellement et principalement intéressé à ce que le Canada pouvait faire dans son intérêt et dans celui de l'Empire dont il formait une partie importante. L'intérêt du

Canada découle de sa position géographique. Placé comme il est dans l'hémisphère occidental, il se trouve être le lien qui relie la Grande-Bretagne et l'Australie. Le Canada ne peut rien faire de mieux que d'utiliser du mieux qu'il peut sa situation géographique pour réduire à son minimum la distance entre ces deux parties de l'Empire. La route All-Red sera un premier pas fait dans la bonne direction ? Un câble All-Red ne serait-il pas lui aussi un progrès dans la bonne direction ? L'hon. Lemieux continua en faisant valoir le fait que le Canada, confinant ses efforts dans les limites de l'Empire britannique, a joué le rôle principal dans le grand mouvement qui a abouti au câble du Pacifique. Le câble, propriété des gouvernements de Grande-Bretagne, Canada, Australie et Nouvelle-Zélande, est opéré sous la direction d'un bureau composé de représentants de ces divers gouvernements. La seule annonce de ce nouveau câble a provoqué dans le taux des câbles de l'est une diminution de 9 shellings 4 décimes le mot à 4 shellings 9 décimes, et lorsque le câble fut enfin posé, il se produisit une nouvelle réduction de 3 shellings ; cette dernière réduction seule a, en réalité, sauvé aux clients une somme de $1,000,000 par année. Sans vouloir s'étendre sur ce qui pourrait être réalisé du côté de l'océan Atlantique, entre le Canada et la Grande-Bretagne, il déclare que des résultats encore plus satisfaisants pourraient être atteints. Si toutes les expériences réalisées dans le service postal ne mentent point, il y aurait certainement

une énorme augmentation des communications par câble dans un délai très restreint. Ceux qui actuellement se servent du câble en useraient beaucoup plus fréquemment. Toute réduction dans le prix du tarif ouvrirait immédiatement la porte à une catégorie de commerçants qui à l'heure présente, ne peuvent se permettre de recourir à l'usage des câbles, car pratiquement le prix de ces communications par câble est prohibitif. M. Henniker Heaton qui a déjà tant fait pour la cause de l'affranchissement postal à deux sous et qui a dévoué sa vie à plaider en faveur de communications à bon marché est convaincu que le câblegramme à deux sous le mot est du domaine pratique. Il est parfaitement au courant des objections qui ont été soulevées au point de vue théorique ou financier, mais nombre des auditeurs présents se rappelleront l'opposition ardente et incessante qui s'est produite contre l'affranchissement postal à deux sous, non seulement en Grande-Bretagne, mais dans divers autres pays, y compris le Canada. En terminant, il exprime l'espoir qu'une aussi grande et noble idée que celle émise par M. Henniker Heaton ce soir, devrait être suivie et qu'une enquête impartiale devrait être ordonnée pour s'assurer de ses chances de réussite. La première phrase anglaise qu'il a apprise à l'école, c'est : " Where there is a will, there is a way". (Applaudissements).

DISCOURS DE L'HONORABLE RODOLPHE LEMIEUX.

Maître Général des Postes

Au banquet du " Canada Club ", de Londres, à l'Hôtel Ritz, le 2 *décembre* 1908, *sous la présidence de Sir Charles Rivers Wilson.*

Résumé.

L'honorable R. Lemieux, en se levant, déclara que bien des choses dont l'on ne soupçonne pas l'existence quand on reste dans son pays vous frappent quand on se met à voyager. " Au cours de mes voyages à l'étranger, j'ai réellement fait, dit-il, une découverte. L'Angleterre est un pays très calomnié, d'abord par les étrangers et ensuite par les Anglais eux-mêmes. En réalité, l'Angleterre n'est pas seulement un pays, où, entouré d'amis ou d'ennemis, l'on peut dire ce qu'on veut. C'est aussi le pays de l'amabilité et de l'exquise politesse, mais je l'avoue, il faut venir ici pour s'apercevoir que, comme dit un spirituel écrivain français, l'Angleterre est encore aujourd'hui " l'île inconnue ".

M. Lemieux fit ensuite allusion à la préférence intellectuelle et prédit que le nombre des publications périodiques anglaises lues au Canada atteindrait d'ici peu, des proportions plus considérables

qu'à présent et posa en principe que l'idée de l'unité de l'Empire ne pouvait se développer qu'à la condition que les deux pays se connaissent de mieux en mieux.

" Il nous faut, dit-il être en rapports constants en tout ce qui regarde la science, la spéculation et la littérature. Il nous faut avoir une " all red " route. Il faut que nous possédions des communications rapides et à bon marché, de façon à annihiler l'espace et le temps. Il nous faut avoir un câble " all red ".

" En un certain sens, je suis un commis-voyageur. Quelles sont les marchandises que je vous offre? Des communications à bon marché, des tarifs réduits de câblegrammes entre le Canada et la mère-patrie. Je soutiens que ces marchandises sont de qualité supérieure à toutes autres et qu'elles sont de première nécessité pour les consommateurs, tant de la Grande-Bretagne que de la plus grande Bretagne. M. Henniker Heaton a une énorme quantité de ces marchandises entre les mains et il veut fournir au monde entier le télégramme à deux cents le mot. J'avoue que le marché paraît limité, car il ne comprend encore à présent que l'Amérique du Nord et les Iles Britanniques, mais si quelque jour les autres colonies suivent notre exemple, mes marchandises seront consommées par des millions de citoyens britanniques dans les territoires d'au-delà des mers.

" Ce marché est suffisant pour moi ".

Puis l'honorable ministre parla du développe-

ment du Canada et dit : " Si vous venez au Canada, venez à Québec sans quoi vous n'aurez pas vu le Canada. Jean-Baptiste est heureux, il est libre ; par suite, il est loyal et rien ne pourrait le faire renoncer à sa loyauté envers le Roi. Il apprécie hautement son titre de citoyen britannique. Je terminerai par les mots de Sir Wilfrid Laurier : " Entre les deux races les vieilles inimitiés ont cessé d'exister et il ne reste plus qu'un esprit d'émulation. Nous sommes loyaux envers la grande nation qui nous a donné notre vie, nous sommes fidèles à la grande nation qui nous a donné notre liberté ".

Au nombre des convives on remarquait :

Le Duc d'Argyl, l'honorable Sydney Buxton, Lord Strathcona, M. Henniker Heaton, le Colonel Seeley.

DISCOURS DE M. GODFROY LANGLOIS

Député à l'Assemblée Législative de Québec.

Au banquet officiel donné par le gouvernement anglais, aux représentants des journaux de l'Empire, réunis en Congrès à Londres, en juin 1909, en réponse au toast proposé par le Premier Ministre de la Grande Bretagne.

COMPTE-RENDU.

M. Langlois prend la parole en anglais. Il s'excuse de n'être pas très familier avec la langue anglaise et fait appel à l'indulgence de l'auditoire. Il tient à déclarer, dès le début de ses remarques, qu'il est Canadien-Français, qu'il vient de la vieille province française de Québec et qu'il n'en est pas moins dévoué pour cela aux institutions britanniques.

Cet auditoire ne s'attend pas, dit-il, à ce que j'insiste sur le loyalisme des Canadiens de langue anglaise ; il sera plus intéressant pour ceux qui m'écoutent de m'entendre parler au nom des deux millions et demi de Canadiens-français et exprimer leurs sentiments et leurs tendances sur cette question d'impérialisme qui préoccupe particulièrement la Grande-Bretagne.

Je dois déclarer, poursuit M. Langlois, que la province de Québec entend rester fidèle à la cause bien entendue de l'Empire. Nous avons la satisfac-

tion de pouvoir dire que nous vivons heureux et contents à l'ombre du drapeau britannique.

Et, sous le régime de liberté sous lequel nous avons grandi, nos droits, notre langue, nos lois, nos croyances ont été pleinement sauvegardés.

L'impérialisme nous apparait comme un mot, comme un évangile nouveau. Ni l'un ni l'autre ne nous font peur. Car, nous avons conscience des devoirs, des responsabilités et des obligations que nous imposent notre qualité de citoyens britanniques.

Mais il ne faut pas perdre de vue, ici à Londres, que le peuple canadien est très jaloux de son autonomie et très fier de l'état d'indépendance dans lequel nous vivons. Il ne faudrait pas songer à nous imposer quoique ce soit. Nous sommes en une période d'évolution et ce problème de l'unité morale de l'Empire trouvera sa solution par le bon sens, le patriotisme, l'esprit public et l'action absolument libre des colonies autonomes de la Grande Bretagne.

Au Canada, nous n'avons pas l'esprit tourné au militarisme. Nous n'avons pas de concert européen —et pourquoi appelle-t-on concert ce qui manque tant et si souvent d'harmonie—nous n'avons pas les volcans balcaniques, nous n'avons pas les coups de pétard d'un Kaiser. C'est pourquoi nous restons attachés aux œuvres de paix.

La position prise par le Canada sur la question de l'Impérialisme est connue. Elle a été tracée très net tement à la dernière session du parlement fédéral dans une résolution qui fut votée unanimement par les deux partis.

Cette résolution se lit comme suit :

" La Chambre approuvera cordialement toute dépense nécessaire destinée à encourager l'organisation rapide du service naval canadien en coopération et relation intime avec la marine impériale, conformément aux recommandations de l'Amirauté faites lors de la dernière conférence impériale, et en complet accord avec l'idée que la suprématie navale de la Grande-Bretagne est essentielle à la protection efficace du commerce, à la sûreté de l'empire et au maintien de la paix mondiale.

" La Chambre est fermement convaincue que, chaque fois que le besoin s'en fera sentir, le peuple canadien se montrera prêt et disposé à faire tous les sacrifices requis pour donner aux autorités impériales la coopération la plus loyale et la plus cordiale à toute mesure propre à maintenir l'intégrité et l'honneur de l'empire."

Nous avons fait quelque chose déjà qui sera utile à la cause commune. Nous sommes à construire un chemin de fer transcontinental, nous avons dépensé des millions pour outiller et agrandir nos voies fluviales, nous avons développé, par notre activité le volume de notre commerce de 250 millions à 650 millions en dix ans ; nous avons ouvert d'immenses territoires à l'immigration, etc.

Toutes choses qui font le Canada plus grand, plus riche, plus fort et qui, par conséquent, n'affaiblissent pas l'Empire.

Ce qui se dégage de cette évolution, c'est qu'il faut laisser à chaque Etat dans l'Empire la liberté d'ex-

primer son loyalisme de la façon qui convient à ses propres intérêts.

M. Langlois s'adresse alors à la courtoisie de l'auditoire et déclare qu'il désire terminer son discours dans sa langue maternelle.

Mes compatriotes, dit M. Langlois parlant en français, seront heureux d'apprendre que j'ai parlé leur langue à Londres dans une circonstance aussi importante.

La langue française a d'autant plus de titre à votre hospitalité qu'elle est reconnue officiellement par la constitution canadienne et qu'elle est l'organe d'un grand et glorieux pays avec lequel nous sommes heureux de voir la Grande-Bretagne vivre dans les meilleures relations d'amitié, je veux dire la France.

M. Langlois dit qu'il ne sent pas le besoin d'insister sur le loyalisme et la fidélité des Canadiens-français à la Couronne britannique, ils ont prouvé l'un et l'autre en maintes occasions, et deux fois, par leurs faits-d'armes et leur attitude, ils ont conservé le Canada à la Grande-Bretagne.

M. Langlois remercie—toujours en français—le gouvernement de la Grande-Bretagne de l'honneur qu'il a fait aux journalistes en leur offrant ce banquet, et il rend un hommage public à l'extraordinaire courtoisie dont ils ont été jusqu'ici l'objet.

Le directeur du "Canada" a été très écouté et très applaudi dans son discours français, aussi bien que dans son discours anglais.

DISCOURS DE L'HONORABLE DR. PANTALÉON PELLETIER,

Agent Général de la Province de Québec à Londres.

Au banquet danné en son honneur, à Londres, le 20 *décembre* 1911, *à l'Hotel Keyser, par le "Royal Colonial Institute."*

COMPTE-RENDU

Le banquet était présidé par le lieutenant-général Sir Bevan Edwards, président du conseil de l'institut. On remarquait, parmi les convives, les personnages suivants :

Vicomte Hythe, Amiral Sir Archibald Douglas, M. J. C. Colmer, C. M. G. ; Colonel Dudley Mills, colonel Sir John Young, M. F. W. Ashe, M. W. L. Griffith, M. R. S. Bond, lieut.-colonel A. Samuel, M. Malcolm Davis, M. F. C. Salter, M. John Howard, M. J. Obed Smith (du bureau d'immigration canadien), M. E. A. Bayley Hodgetts, M. F. J. Moss, M. C. J. Just, M. C. K. Morris, M. T. J. Williams, M. Thomas Dallington, M. J. R. Boose (sec. du Royal Colonial Institute), M. W. Chamberlain et M. E. H. Turnbull.

Le Dr. Pelletier a déclaré qu'il lui serait impossible d'exprimer combien il appréciait l'honneur qu'on lui faisait, quand il voyait tant de personna-

ges distingués réunis pour souhaiter la bienvenue à l'humble personne du représentant de la province de Québec, la plus vieille province de la confédération. Il dit qu'il est fier d'être leur hôte, et content de constater que le lendemain, la nouvelle de leur cordiale réception serait rapportée au-delà des mers, dans sa province, dont la population se réjouirait de la chaleureuse réception que l'Angleterre a faite à son représentant. Il les remercie très sincèrement en son nom et au nom de la province. Il est vrai que la grande majorité des habitants de la province de Québec sont des Canadiens-français, mais il ne faut pas oublier que la province possède aussi une population anglaise très nombreuse dont la richesse, la largeur d'idées, l'influence politique et sociale, l'intrépidité et le courage dans la conception des grandes entreprises, pourrait faire l'orgueil de n'importe quelle société. Plusieurs des grands projets qui ont mis en lumière les trésors cachés du Canada ont été conçus et effectués avec succès par de tels hommes, et pour ne mentionner qu'un nom entre mille, Lord Strathcona demeure le type de l'énergie et de la clairvoyance qui a distingué tous ces hommes.

En continuant, l'agent-général dit : " Politiquement, les Canadiens-français ont fait leur grande part en traçant les destinées de la Confédération et en construisant une nation qui promet d'être grande et puissante. Le dévouement des Canadiens-français à leur langue, et leur foi aux traditions, lesquelles

sont garanties par la Constitution accordée au Canada par le Parlement Impérial, est la principale barrière, en autant que Québec est concerné, au succès de tout mouvement politique ayant pour but le changement des relations actuelles entre le Canada et la Grande-Bretagne. Nous sommes heureux dans l'état où nous sommes ; si les circonstances nous demandent des sacrifices pour maintenir ces relations, nous les ferons.

L'hon. Dr. Pelletier a ensuite parlé des ressources de la province de Québec, et il a dit quel commerce profitable notre province pourrait faire avec le Royaume-Uni, si nos relations commerciales devenaient plus suivies.

NOTE :—En outre de leurs discours, les journaux anglais de l'autre côté de l'océan ont publié plusieurs articles écrits ou inspirés par nos orateurs.

Le 15 juin 1897, le *Chronicle*, de Londres, consacrait trois colonnes à rapporter ce que Sir Wilfrid Laurier avait dit au correspondant de ce journal (voir le *Globe*, de Toronto).

En mai 1907, le *Daily Mail*, de Londres, dans un long article, rapportait ce que l'honorable M. Brodeur avait déclaré à l'un de ses rédacteurs sur différents sujets et spécialement sur l'attitude des Canadiens Français (voir le *Canada*, de Montréal).

En mai 1897, dans le *Dublin Nation ;* en juin 1897, dans le *Munster News ;* en octobre 1898, dans le *Daily Telegraph ;* en 1909, dans le *Canadian Mail*, de Londres, et en 1910, dans la revue " Canada ", l'honorable M. Chs Devlin,publiait différents articles soit pour défendre le Canada ou les canadiens-français ou pour faire mieux connaître les progrès et les richesses de notre pays.

En septembre et octobre 1902, M Henri Bourassa publiait aussi, dans le *Monthly Review*, de Londres, deux magnifiques articles intitulés : Les canadiens-français et l'Empire britannîque (voir *La Nouvelle-France*, No de Janvier 1903).

